



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent du patrimoine canadien

CHPC



NUMÉRO 025



1^{re} SESSION



41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 24 avril 2012

Président

L'honorable Rob Moore

Comité permanent du patrimoine canadien

Le mardi 24 avril 2012

•(1105)

[Traduction]

Le président (L'hon. Rob Moore (Fundy Royal, PCC)): Bonjour à tous. Je vous souhaite la bienvenue à la présente réunion du Comité permanent du patrimoine canadien.

Nous sommes très heureux de poursuivre, après une période de vacances, nos travaux sur le 150^e anniversaire du Canada, et d'accueillir un certain nombre de témoins. Tout d'abord, je souhaite la bienvenue à Jim Watson, maire de la ville d'Ottawa.

Je souhaite également la bienvenue à Katherine Hobbs et à Rainer Bloess, conseillers à la ville d'Ottawa.

Nous entendrons également Michele McKenzie, présidente-directrice générale de la Commission canadienne du tourisme, et Catherine Beauchamp, qui représente également cette organisation. Bienvenue à vous deux.

Chaque groupe disposera de 10 minutes pour présenter une déclaration préliminaire, qui sera suivie d'une période de questions et réponses. La réunion prendra fin à midi — nous accueillerons ensuite un autre groupe de témoins.

Cela dit, monsieur le maire, je vous cède la parole.

M. Jim Watson (maire, Ville d'Ottawa): Excellent. Merci beaucoup, monsieur le président.

[Français]

Monsieur le président, membres du comité, merci beaucoup.

Au nom de la ville d'Ottawa, de mes collègues du conseil municipal et des conseillers Katherine Hobbs et Rainer Bloess, je vous remercie de me donner l'occasion de venir vous parler ce matin.

[Traduction]

Je suis très heureux de m'adresser à vous et de vous présenter les objectifs de la ville d'Ottawa en ce qui a trait aux célébrations du 150^e anniversaire de la Fédération canadienne en 2017. La dernière fois que je me suis présenté devant un comité du Parlement, c'était à titre de président de la Commission canadienne du tourisme. Aujourd'hui, celle qui m'a succédé à ce poste, à savoir Michele McKenzie, est assise à mes côtés, et je suis très heureux de la voir ici.

Cette fête promet d'être exaltante et d'être l'une des plus importantes étapes de l'histoire de notre pays. Je souhaite que la capitale nationale soit au centre d'une commémoration aussi importante et significative qui unit les Canadiens d'un océan aux deux autres.

Comme sans doute bon nombre d'entre vous, je me souviens que, lorsque je regardais avec beaucoup d'enthousiasme à la télévision les Jeux olympiques tenus à Vancouver et à Whistler en 2010, j'ai été frappé et ému par l'incroyable patriotisme dont les Canadiens ont fait preuve durant ces 17 jours sur la côte Ouest. Une vague rouge et blanc avait déferlé sur tout le centre-ville — prodigieuse

manifestation du patriotisme et de la fierté qui caractérisent les gens de notre pays.

Tout comme Vancouver a accueilli les Jeux olympiques de 2010, tout comme la Ville de Québec a célébré le 400^e anniversaire de sa fondation et tout comme l'agglomération de Toronto accueillera les Jeux panaméricains en 2015, je crois qu'Ottawa, notre seule capitale nationale, peut et doit accueillir les célébrations du 150^e anniversaire du Canada en 2017.

Jean Pigott, ancienne députée du Parti conservateur, résidente bien aimée de notre ville et présidente de la Commission de la capitale nationale, a dit un jour qu'Ottawa devrait être considérée comme le second chez-soi de tous les Canadiens. Il nous plaît de croire que notre capitale nationale — votre capitale nationale — est le second chez-soi de chaque Canadien, ce qui n'enlève rien aux autres collectivités où de palpitantes activités seront tenues.

[Français]

Pour que cet objectif puisse se réaliser, il faudrait que de nombreux intervenants collaborent ensemble, sans ménager leurs efforts. Bien qu'il reste encore un peu plus de cinq ans avant le 150^e anniversaire, il est crucial d'en commencer la planification dès maintenant.

[Traduction]

Comme nous le savons tous, cinq ans, ce sera vite passé, et je tiens à vous dire que la ville d'Ottawa est prête et bien disposée à jouer un rôle de premier plan dans l'organisation et la réalisation de ce rendez-vous historique. En fait, nous avons déjà commencé à planifier l'événement.

Dans mon discours sur l'état de la ville en janvier, j'ai demandé à deux conseillers municipaux — Mme Hobbs et M. Bloess, qui m'accompagnent aujourd'hui — de coprésider un groupe de travail sur le 150^e anniversaire du Canada. En leur confiant les rênes du projet, nous comptons veiller à ce qu'Ottawa soit fin prête à dérouler le tapis rouge en 2017, et ce, tout au long des 12 mois qui précéderont l'événement, qui culminera avec un spectacle de célébration à couper le souffle le 1^{er} juillet 2017. Cette année se doit d'être inoubliable pour nous tous, comme l'a été 1967 pour bon nombre d'entre nous — même si je n'avais que six ans à l'époque, je me rappelle l'effervescence entourant les événements d'Expo 67 et Terre des Hommes qui ont eu lieu à Montréal.

La ville d'Ottawa ne doit ménager aucun effort pour attirer des conférences de portée nationale et internationale, des assemblées générales annuelles, des événements sportifs et culturels, des congrès et des salons professionnels.

[Français]

À cet égard, la ville a posé un geste significatif pour attirer de grands événements dans la capitale en créant, en partenariat avec Tourisme Ottawa, un bureau des événements spéciaux.

[Traduction]

Le mandat du bureau est d'attirer et de soutenir des événements sportifs et culturels de grande envergure qui engendreront de bonnes retombées économiques dans notre région. Le credo est simple: plus de soumissions, plus de contrats, plus de visiteurs. Nous avons prouvé qu'Ottawa est une ville hôte à la hauteur de toutes les attentes.

Par exemple, en 2012, elle a accueilli le match des étoiles de la Ligue nationale de hockey et la cérémonie de remise des prix Juno, événements qui ont engendré d'énormes retombées pour l'économie locale. L'ensemble de l'industrie a salué l'organisation et la réalisation fructueuses de ces deux événements.

Nous nous réjouissons à la perspective d'accueillir cette année un certain nombre d'autres événements importants. Ottawa accueillera, entre autres, l'Association des municipalités de l'Ontario, de même que le Championnat mondial de hockey féminin de 2013 de la Fédération internationale de hockey sur glace. En outre, elle a soumis sa candidature — et fait partie de la liste des villes candidates retenues — en vue d'être la ville hôte de la Coupe du monde féminine de la FIFA de 2015. De plus, nous souhaitons que la cérémonie des Junos se tienne de nouveau dans la capitale nationale en 2017 à l'occasion du 150^e anniversaire du Canada.

[Français]

Nous sommes chanceux, à Ottawa, de pouvoir compter sur le soutien d'un si grand nombre de partenariats, dont l'aide contribue au franc succès de ces événements. Je suis donc heureux d'annoncer que plusieurs partenaires de la ville sont impatients de faire partie du groupe de travail pour 2017.

[Traduction]

En collaboration avec le Conseil de développement touristique, les organisations suivantes aideront la ville d'Ottawa à accueillir des visiteurs du monde entier en 2017: Tourisme Ottawa; notre magnifique nouveau Centre des congrès, dont la construction a été financée en partie par les gouvernements fédéral et provincial; la Chambre de commerce d'Ottawa; l'Administration de l'aéroport d'Ottawa, qui vient tout juste de se voir remettre le prix du meilleur aéroport en Amérique du Nord; les Sénateurs d'Ottawa; Festivals d'Ottawa; enfin, l'équipe de développement économique de la ville d'Ottawa. Plusieurs autres groupes feront partie du groupe de travail, notamment le Regroupement des gens d'affaires de la Capitale nationale et le nouveau CE Centre, situé près de l'aéroport.

Nous comptons collaborer avec d'autres organisations telles que la Commission de la capitale nationale — avec laquelle nous avons travaillé en étroite collaboration — et le ministère du Patrimoine canadien. J'ai eu l'occasion, il y a quelques semaines, de discuter des événements de 2017 avec le ministre Moore, et j'ai également eu l'occasion de le faire avec le premier ministre le mois dernier.

Nous souhaitons aller de l'avant afin de concrétiser notre objectif d'accueillir les célébrations d'un cent cinquantième qui sera le plus extraordinaire et le plus mémorable qui soit. Ma vision consiste à prolonger les célébrations du 150^e anniversaire au-delà de 2017, et à réaliser des projets commémoratifs qui auront un effet durable. Ces projets devraient aider les Canadiens à se souvenir de leur patrimoine et des contributions du Canada dans le monde. Nous croyons que le ministère du Patrimoine canadien, la CCN et le gouvernement

fédéral ont un rôle essentiel à jouer dans la création de tels projets commémoratifs. Il ne fait aucun doute que bien des idées seront proposées par des gens de tous les horizons.

Durant les quelques minutes qu'il me reste, monsieur le président, j'aimerais attirer l'attention sur quelques-unes des suggestions dont j'ai discuté avec le premier ministre et le ministre Moore.

L'ancienne ambassade des États-Unis, située sur la rue Wellington — tout juste de l'autre côté de la Colline parlementaire — pourrait et devrait servir de vitrine des innovations et des réalisations canadiennes — pour l'essentiel, ce bâtiment pourrait devenir la version canadienne du musée Smithsonian de Washington. Par exemple, après avoir visité la Colline parlementaire, les élèves et les adultes pourraient traverser la rue et se rendre dans ce magnifique édifice où seraient conservés des trésors nationaux mettant en évidence les réalisations des Canadiens, par exemple, le premier disque d'or de Céline Dion, une réplique du bras canadien, la première guitare de Bryan Adams, le bâton de hockey avec lequel Sydney Crosby a marqué le but ayant permis au Canada de gagner la médaille d'or aux Jeux olympiques, un nécessaire à chimie de Banting et Best, le fameux t-shirt de Terry Fox et la première motoneige de Bombardier. En un mot, un tel musée donnerait au Canada l'occasion de tirer orgueil des formidables exploits réalisés par quelques grands Canadiens.

Je propose aussi de prolonger la Fête du Canada pour en faire une « Semaine du Canada », sept jours durant lesquels on célébrerait les artistes canadiens, et qui se terminerait par une grande fête le 1^{er} juillet. Nous passons près de 10 jours à mettre en place l'infrastructure — scènes, sons et lumières — nécessaire pour la tenue de l'événement, qui ne dure qu'un jour. Célébrons dans toutes les régions du Canada. Le Centre national des Arts a organisé une série de festivals ayant remporté un franc succès — dans le cadre des spectacles intitulés Scène Colombie-Britannique, Scène des Prairies, Scène du Nord, Scène Québec, Scène Ontario et Scène atlantique, une journée sera consacrée aux réalisations des artistes de toutes ces régions d'ici le 1^{er} juillet 2017.

● (1110)

[Français]

La ville d'Ottawa est emballée par l'idée de faire partie des célébrations du 150^e anniversaire et elle s'est engagée à en faire un moment mémorable de l'histoire du Canada.

[Traduction]

Il faudra que le gouvernement fédéral nous fournisse de l'aide et des indications, et nous devons savoir ce qu'il prévoit pour le 150^e anniversaire du Canada. Nous demandons aux membres du comité d'indiquer au gouvernement fédéral qu'il doit nous fournir une orientation claire en ce qui concerne ces plans en vue des célébrations et les éventuelles ressources qui seront disponibles, et nous les remercions de prendre cette initiative.

En conclusion, j'aimerais vous remercier, monsieur le président. Je sais que vous avez travaillé dans le secteur du tourisme dans le passé, et que vous avez accompli des choses louables. Je tiens également à remercier M. Brown, que je connais depuis de nombreuses années, et qui a proposé que je me présente devant le comité pour parler de l'enthousiasme que nous éprouvons à l'idée de célébrer le 150^e anniversaire du Canada en 2017.

Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur le maire. Nous vous sommes reconnaissants de votre témoignage.

Chers membres du comité, je tiens à profiter de l'occasion pour souhaiter la bienvenue à Matthew Dubé, nouveau membre permanent du comité.

Nous allons maintenant entendre Michele McKenzie, de la Commission canadienne du tourisme.

Si je ne m'abuse, Michele, vous avez une vidéo à nous présenter avant de prendre la parole. Ai-je bien compris?

Mme Michele McKenzie (présidente-directrice générale, Commission canadienne du tourisme): Non, je présenterai la vidéo durant mon exposé.

Merci, monsieur le président.

Je suis heureuse d'être parmi vous aujourd'hui, et honorée d'être assise à côté de Jim, qui, en plus d'être maire, est un excellent intervenant du secteur touristique.

Pour ceux d'entre vous qui connaissent plus ou moins la Commission canadienne du tourisme — la CCT —, je souligne que le mandat de cette organisation consiste à faire la promotion du Canada à l'étranger. Nous collaborons avec l'industrie canadienne du tourisme afin de générer des recettes d'exportation pour l'économie canadienne.

Je crois, honorables membres, que la stratégie proposée par la CCT pour les jeunes voyageurs vous a été communiquée à l'avance.

Le 150^e anniversaire du Canada est une célébration d'une grande importance pour notre pays, et une occasion en or d'organiser un grand événement — comme Jim l'a mentionné, il s'agit d'une occasion d'organiser un événement dont les gens se souviendront toute leur vie, comme l'Expo 67, dont les gens de ma génération parlent encore avec enchantement.

L'équipe de la Commission canadienne du tourisme a une idée qui pourrait rendre cette célébration excitante, invitante et mémorable pour les jeunes Canadiens. Nous souhaitons lancer des activités de marketing et des programmes qui inspireraient la formation d'un mouvement de jeunes, voyageant et explorant leur pays en 2017.

Aux fins de notre proposition, nous ciblons un public âgé de 16 à 29 ans. C'est cette génération qui représente l'avenir du Canada, mais en tant que spécialistes du marketing, nous savons qu'il peut être particulièrement difficile de susciter son enthousiasme envers un événement comme celui-là. Les membres de la génération Y sont indépendants: impossible de leur dire qu'ils doivent s'enthousiasmer — cette vague d'enthousiasme doit naître d'elle-même. J'en sais quelque chose: je suis mère de jeunes adultes dans la vingtaine.

Nous pensons que l'idée d'un mouvement de jeunes voyageurs s'adapte parfaitement à ce contexte. Ce serait plus qu'une soirée de défilés, de concerts et de feux d'artifice — ce serait un véritable périple de célébration. Beaucoup de jeunes Canadiens sont fiers de leur pays, mais n'ont jamais vraiment connu autre chose que la ville où ils ont grandi ou celle où ils ont fait leurs études. Le Canada ne fait pas partie de la liste des pays qu'ils souhaitent visiter — ils ont en tête des destinations plus exotiques. Or, cet événement leur permettrait de connaître leur pays en long et en large: le Canada anglais, le Canada français, l'Est, l'Ouest, le Centre et le Nord.

Du reste, pouvez-vous imaginer l'ampleur de cette expérience? Tout un mouvement de jeunes Canadiens qui voyagent à travers leur propre pays. Un tel événement renforcerait vraiment leur identité canadienne et leur sentiment d'appartenance.

Mes trois enfants ont fréquenté diverses écoles à Halifax, à Ottawa et à Vancouver, et je sais donc que tous les voyages qu'ils ont faits

avec leur école étaient à l'extérieur du pays. En tant qu'élèves du réseau d'écoles publiques du Canada, ils ont tous visité la capitale des États-Unis, mais non pas celle du Canada.

Nous estimons que, par suite de cette initiative, le secteur du tourisme jouirait d'un véritable essor économique. Les jeunes voyageurs sont en fait de grands consommateurs: ils ont tendance à voyager plus longtemps, et donc à dépenser plus. En outre, ils voyagent hors-saison, sortent des sentiers battus et encouragent les petites entreprises locales.

J'aimerais donner aux membres du comité un exemple concret de la contribution économique potentielle d'une telle campagne, qui susciterait également la fierté des Canadiens. La dernière fois que la CCT a obtenu un financement spécial pour organiser une campagne nationale, c'était dans le cadre du Plan d'action économique en 2009 et 2010. Normalement, notre travail consiste à attirer des voyageurs de l'étranger pour augmenter les recettes d'exportation, mais avec ce financement ponctuel spécial, nous avons organisé une campagne de marketing ici même au Canada. Cette campagne, intitulée « Secret d'ici », a été une réussite extraordinaire.

J'aimerais vous donner une petite idée de ce en quoi consistait cette campagne.

[Présentation audiovisuelle]

• (1115)

Cette vidéo ne vous a présenté que les résultats de la première année.

Voici les résultats constatés à la fin de la deuxième année: près de 1 Canadien sur 10 ayant été exposé à la campagne a réservé un voyage, ce qui totalise plus de 4,5 millions de voyages au Canada, 1,2 milliard de dollars de recettes. Cette activité a soutenu plus de 10 000 emplois dans l'industrie. Voilà pourquoi nous croyons que le marché des jeunes recèle un si grand potentiel pour 2017.

Après avoir fait toute une panoplie de recherches — groupes de discussion, sondages et entrevues avec des acteurs de l'industrie —, nous savons que notre proposition actuelle est bâtie sur du solide: les jeunes sont fiers d'être Canadiens, et même si seulement 10 p. 100 d'entre eux savaient que le Canada allait célébrer son 150^e anniversaire, lorsqu'on l'a appris à ceux qui l'ignoraient, ils croyaient en la nécessité de célébrer l'événement en grand.

Pour ce qui est des voyages, pas moins de 91 p. 100 des personnes interrogées ont affirmé souhaiter ou souhaiter fortement explorer d'autres régions du Canada dans un avenir rapproché. Cela dit, nous savons que tout cet intérêt ne se traduit pas actuellement par des voyages intérieurs, car bon nombre des jeunes s'envolent plutôt vers des destinations plus dépaysantes comme l'Europe, la Thaïlande, l'Australie, etc. Nous savons aussi, grâce à nos recherches, que cette tendance est surtout attribuable au fait que le Canada est perçu comme une destination coûteuse et relativement peu excitante. En fait, beaucoup de jeunes Canadiens ne connaissent tout simplement pas tout ce qu'il y a à faire au pays. Nous avons demandé aux personnes faisant partie des groupes de discussion de nous indiquer la région qu'ils souhaitaient le plus visiter au Canada. Elles ont parlé de Toronto, de Vancouver, de Montréal, voire de Whistler et de Banff, si l'on poussait un peu. Toutefois, elles étaient incapables de penser à autre chose. C'est assez déconcertant.

• (1120)

Ce que nous proposons au gouvernement, c'est un programme en quatre phases.

La première concerne la valorisation de la marque. La CCT pourrait façonner une identité jeune et attirante qui inciterait aux voyages au Canada. La deuxième phase consisterait en une campagne éclair et en la création d'un engouement. Du nord au sud et d'ouest en est, nous ferions passer notre message grâce à une campagne éclair, et cultiverions l'engouement qui en résulterait dans les médias sociaux — cette vague d'enthousiasme dont nous avons parlé plus tôt. La troisième phase a trait à l'expérience. Il s'agirait de donner aux jeunes une raison de voyager en 2017. La première serait de se joindre à la masse pour ne pas rester seul dans son coin. Il y aurait tant à exploiter pour les partenaires, qui pourraient organiser des événements spéciaux pour les jeunes, par exemple, des activités de bénévolat touristique, ou encore proposer des défis comme celui de parcourir une distance donnée sur le sentier transcanadien.

La dernière phase consisterait en des offres spéciales. Nous collaborerions avec des partenaires de l'industrie pour proposer de formidables aubaines à durée limitée que les jeunes ne pourront pas refuser. Le potentiel de partenariats que recèle un événement comme celui-là est immense: on pourrait créer des partenariats, par exemple, avec les compagnies aériennes, les entreprises touristiques, les provinces et les territoires, les festivals et les marques axées sur le style de vie comme Red Bull et MTV. Voilà comment un investissement du gouvernement du Canada pourrait se transformer en un programme beaucoup plus large qui retentirait avec force.

Merci de m'avoir donné l'occasion de vous parler aujourd'hui.

Le président: Merci, madame McKenzie, et merci aux autres témoins.

Nous allons maintenant passer à la période de questions et réponses.

Nous allons d'abord entendre M. Brown.

M. Gordon Brown (Leeds—Grenville, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je souhaite la bienvenue au maire Watson et aux conseillers, et les remercie de nouveau d'être venus ici.

Nous avons entrepris la présente étude l'automne dernier. Monsieur Watson, nous avons discuté de cela il y a un bon moment, et je crois donc qu'il est formidable que vous agissiez de façon très proactive à cet égard. Quelques-uns d'entre nous, y compris vous et moi, avons de vagues souvenirs à propos des célébrations du centenaire en 1967 — il était merveilleux de voir la ville prendre des initiatives en ce qui concerne cet événement.

Comme nous le savons tous, la ville d'Ottawa est l'hôte d'un bon nombre de grands événements, par exemple, le Festival canadien des tulipes, le Festival de jazz, le Festival d'été Bluesfest, le salon des vins et de la gastronomie, etc. Parmi les événements les plus récents qui ont eu lieu à Ottawa, M. Watson a mentionné, bien sûr, la cérémonie des Junos et le match des étoiles de la LNH.

Ainsi, nous savons quels sont les événements positifs qui existent déjà. Vous pourriez peut-être nous dire si, d'après vous, nous pourrions tirer profit de ces événements en leur donnant une nouvelle image en vue du 150^e anniversaire du Canada en 2017. Il se peut qu'une telle initiative comporte des avantages et des inconvénients, et vous pourriez peut-être nous dire quelques mots à ce sujet.

• (1125)

M. Jim Watson: En fait, monsieur Brown, votre question arrive à point nommé, car nous avons lancé la saison des festivals tout juste la semaine dernière. Ottawa compte un plus grand nombre de

festivals par habitant que toute autre collectivité du Canada — plus de 65 festivals sans but lucratif ont lieu durant l'année.

Ce soir, la programmation du Bluesfest — à présent l'un des plus importants festivals de musique du Canada — sera dévoilée. Je ne sais pas si Mme Hobbs et M. Bloess avaient prévu y assister.

Nous avons rencontré un certain nombre de groupes chargés de l'organisation de divers festivals. Le président de Festivals d'Ottawa fait partie de notre groupe de travail. Nous comptons nous appuyer en grande partie sur le succès de ces festivals, et peut-être sur la modification partielle de l'image de marque de ces festivals ou sur l'ajout d'éléments à leur programmation, de manière à ce qu'ils présentent un caractère particulier durant les célébrations du 150^e anniversaire en 2017. Ces festivals comptent déjà un très grand nombre de fidèles, et nous croyons que nous pourrions en quelque sorte profiter de leurs succès afin de toucher un nombre encore plus grand de personnes, et peut-être même convaincre des résidents et des visiteurs de prolonger leur séjour dans notre ville d'un jour ou deux après le festival, ou d'arriver ici quelques jours avant sa tenue.

Dans notre collectivité, les entreprises du secteur touristique constituent le troisième employeur en importance. Durant mon passage à la CCT, j'ai appris que chaque député représentait une collectivité où l'on trouve une industrie touristique très dynamique. Le tourisme est un élément important de la création d'emplois. Chaque collectivité possède des caractéristiques qui lui sont propres. Toutefois, le pays n'a qu'une seule capitale nationale, et nous estimons que nous devons saisir l'occasion de collaborer avec le gouvernement fédéral, le secteur privé et le secteur sans but lucratif — surtout dans le domaine de la culture, des arts et du tourisme — pour nous assurer que nous pourrions obtenir un succès semblable à celui que la ville de Québec a obtenu avec les célébrations de son 400^e anniversaire.

Je vous rappelle que, lorsque j'étais ministre à l'échelon provincial, presque toutes les réunions des ministres FPT avaient lieu à Québec. En 2008, il s'agissait de la destination de choix puisque c'est ainsi qu'elle était qualifiée par le gouvernement du Québec, la ville de Québec et le gouvernement fédéral. La même chose s'est produite en ce qui concerne Vancouver en raison de la tenue des Jeux olympiques de 2010. Ainsi, nous sommes d'avis que les festivals constituent, pour Ottawa, un pôle d'attraction idéal, qui servira à attirer les gens ici.

De toute évidence, l'un des moments forts du séjour que font les touristes dans notre ville est la visite de la Colline parlementaire. Nous aimerions bonifier leur séjour en leur donnant l'occasion de visiter une « Maison du Canada » qui serait située juste en face de la Colline parlementaire, et qui viendrait s'ajouter à l'offre existante, qui comprend de merveilleux musées, la galerie d'art et le Centre national des arts.

M. Gordon Brown: L'une des raisons qui expliquent le franc succès des célébrations du centenaire de 1967 tient à la création de l'image de marque du centenaire. Croyez-vous que la création d'une marque, par exemple, « Canada 150 » serait une initiative positive qui permettrait de créer un lien entre tous les événements?

M. Jim Watson: Je crois que cela serait une bonne chose.

Le gouvernement fédéral a fait quelque chose du genre en ce qui a trait aux célébrations entourant le bicentenaire de la guerre de 1812. Par exemple, j'ai reçu aujourd'hui une lettre du premier ministre dont l'en-tête est ornée du logo du bicentenaire de la guerre de 1812 et de l'adresse du site Web de l'événement. Cela incite les gens à consulter le site Web, et donnera assurément un coup de pouce à l'industrie du tourisme dans la vallée du Saint-Laurent et dans les régions qui ont été directement touchées par cette guerre.

Nous croyons que chaque collectivité a l'occasion de célébrer le 150^e anniversaire du Canada. Il n'y aura pas d'événement de l'envergure de Terre des Hommes ou d'Expo 67, mais nous sommes d'avis que chaque collectivité a la possibilité de souligner l'événement. De toute évidence, nous nous sommes présentés ici afin de promouvoir le statut de capitale nationale d'Ottawa et de faire valoir que nous avons l'occasion d'inciter un plus grand nombre de résidents et de visiteurs à découvrir notre ville. Aux États-Unis, les familles et les écoles veulent visiter Washington — pour elles, le voyage dans la capitale nationale tient presque du pèlerinage. Nous devons prendre des mesures pour inciter le système scolaire — le réseau d'écoles publiques — du Canada à faire de la capitale nationale une destination privilégiée pour les jeunes, comme c'est le cas aux États-Unis.

Avant de terminer, j'aimerais vous raconter une anecdote. Je me souviens qu'un jour Jean Pigott — dont je suis un grand admirateur — m'a raconté l'histoire d'une jeune femme originaire des Territoires du Nord-Ouest, si je ne m'abuse, qui était venue visiter Ottawa. Elle n'était jamais allée au sud du 60^e parallèle. Une fois rendue à la Tour de la Paix, elle a placé la main sur ce monument et a affirmé: « Je peux maintenant sentir l'âme du Canada. » C'était un moment très touchant. Jean aimait bien raconter cette petite histoire.

Nous aimerions que le plus grand nombre possible de Canadiens et d'étrangers vivent un tel moment.

• (1130)

M. Gordon Brown: Merci, monsieur Watson.

Je vous sais gré d'avoir mentionné la guerre de 1812. Je ne laisse pas passer une occasion de souligner le fait que la première escarmouche liée à cette guerre s'est produite à Gananoque, ma ville natale.

Une voix: A-t-on remporté la victoire?

Des voix: Oh, oh!

M. Gordon Brown: Cette bataille a été âprement disputée.

Il me reste quelques minutes, et j'aimerais en profiter pour m'adresser à vous, Michele, et discuter un peu avec vous de l'initiative visant les jeunes intitulée « Le Canada est à toi », que vous avez proposée en vue de 2017. D'après les chiffres que vous avez fournis et selon ce que j'ai pu lire sur le sujet, je sais, comme tout le monde, que les États-Unis et l'Australie sont les pays qui profitent le plus des voyages effectués par les jeunes. Les États-Unis sont très près de nous, donc cela se comprend assez aisément, mais l'Australie est un pays très lointain.

Que fait l'Australie pour attirer les jeunes voyageurs? Nous pourrions peut-être tirer quelques leçons de ce qui se fait là-bas.

Vous pourriez peut-être nous dire quelques mots à propos des possibilités qui s'offrent à nous à ce chapitre.

Mme Michele McKenzie: Merci.

Oui, nous nous sommes longuement penchés sur les mesures prises par l'Australie. En fait, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont

fait preuve de beaucoup d'audace au moment de s'attaquer au marché des jeunes, et ont lancé conjointement des campagnes visant expressément à attirer les jeunes chez elles. À nos yeux, il s'agit là d'un exemple dont nous devons nous inspirer.

Bien entendu, nous voulons non seulement encourager les jeunes à voyager au Canada, mais également attirer les jeunes d'autres pays à venir au Canada en 2017 et au cours des années suivantes. Nous avons une excellente occasion de les inciter à venir ici, que ce soit pour étudier, pour voyager sac au dos ou pour venir travailler durant leurs vacances.

L'Australie est très active à cet égard, et il y a de bonnes leçons à tirer de ce qui se fait là-bas.

Le président: Avez-vous terminé, monsieur Brown? D'accord. Merci.

Nous allons maintenant entendre M. Cash.

M. Andrew Cash (Davenport, NPD): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins d'être ici. Je suis honoré d'être membre du comité et d'avoir l'occasion d'entendre des opinions et des idées très éclairées à propos du 150^e anniversaire du Canada et des projets connexes, et, de façon plus générale, d'être renseigné sur l'état des choses en ce qui a trait à la culture canadienne dans l'ensemble du pays. Je tiens à vous remercier de cela.

À la Chambre des communes, nous avons tenu des débats à propos de la suppression du programme Katimavik — initiative d'échanges jeunesse ayant essentiellement pour objet l'édification de la nation — et de nombreuses préoccupations ont été soulevées à ce sujet.

Madame McKenzie, je tiens à souligner, au passage, que la vidéo et l'initiative que vous nous avez présentées sont excellentes, à mon avis. Durant ma vie, j'ai arpenté le pays de long en large environ 30 fois, et j'ai eu l'occasion de vivre l'expérience dont vous avez parlé, et que bon nombre de jeunes n'ont pas vécu.

En tant que père de jeunes enfants, je dois dire, tout d'abord, que j'ai vraiment de la difficulté à considérer que les jeunes forment un marché dont on peut s'emparer et dont on peut transformer ceux qui le constituent en consommateurs à long terme d'un produit, en l'occurrence le tourisme.

Revenons sur ce programme dont le gouvernement et le ministre du Patrimoine canadien ont parlé à la Chambre. Le ministre a affirmé que ce programme était pour lui le plus facile à supprimer, et cela est véritablement scandaleux. Je suis certain que quelques-uns des membres de l'autre côté ont été choqués du fait qu'il ait été si facile de supprimer le programme Katimavik. Pour l'essentiel, il s'agit d'un programme qui pourrait être bonifié pour célébrer véritablement le 150^e anniversaire du Canada, vu qu'il s'agit d'un programme qui ne comporte aucun aspect commercial — il est axé sur la vision que nous avons de notre propre pays, et non pas sur l'idée selon laquelle les jeunes représentent un marché. Il me semble que, si nous voulons faire quelque chose pour souligner le 150^e anniversaire du Canada, cette célébration devrait avoir pour objet l'identité de notre pays.

Je suis vraiment préoccupé lorsque j'entends des personnes dire qu'elles considèrent les jeunes comme constituant un marché. Ce type de discours m'inquiète beaucoup, et je crois qu'il inquiète également la plupart des parents.

Je ne veux pas m'attaquer à vous personnellement, car je respecte votre travail et sais que le tourisme est très important pour nous tous. Cela dit, le 150^e anniversaire du Canada représente pour nous une occasion d'envisager les initiatives que nous lancerons selon une perspective plus globale, et non pas en fonction d'une vision étroitement commerciale, et cela explique pourquoi nous craignons que, à bien des égards, on transforme les célébrations du 150^e anniversaire du Canada en un exercice plus ouvertement partisan et politique.

Vous nous avez soumis un document volumineux. Je n'ai pas vraiment eu l'occasion d'y jeter un coup d'oeil puisque j'ai été captivé par votre exposé.

Ne croyez-vous pas que le fait de considérer les jeunes simplement comme un marché soulève des préoccupations?

• (1135)

Mme Michele McKenzie: Qu'on les considère ou non comme tels importe peu. Nous nous sommes penchés sur ce que fait l'Australie. Les Australiens réussissent très bien à inciter les jeunes Canadiens à voyager dans leur pays, car ils sont vraiment parvenus à le commercialiser comme une destination de choix pour les jeunes. C'est de cela que nous parlons. Ce qui nous intéresse, c'est d'inciter les jeunes à voyager dans leur propre pays.

Ce que nous apprennent les recherches que nous avons menées, c'est que les jeunes ont un fort désir de voyager, mais que le Canada ne figure pas parmi les pays qu'ils envisagent de visiter. Contrairement à d'autres pays, le Canada est une destination qui ne les fait pas rêver. Ainsi, ce que nous disons, c'est que nous devons leur insuffler le désir de voyager ici en leur présentant tous les magnifiques attraits qu'il recèle et toutes les merveilleuses choses qu'ils peuvent faire ici. S'ils commencent à vivre de telles expériences, ils voyageront toute leur vie au Canada.

L'idée consiste non pas à conquérir un marché de gens âgés de 18 à 29 ans, mais de faire naître chez les jeunes un amour pour leur pays qui durera toute leur vie. D'autres pays inspirent nos jeunes en utilisant de tels moyens, et nous voulons leur faire concurrence à ce chapitre.

M. Andrew Cash: Je comprends cela, et je saisis également que vous ne faites que votre travail. Vous le faites très bien, et nous avons besoin que vous le fassiez bien.

Toutefois, ce dont nous parlons ici, c'est du 150^e anniversaire du Canada. Dans une certaine mesure, nous parlons de deux choses différentes. Pour votre part, vous parlez de ce que nous pouvons faire pour inciter les jeunes à voyager au pays. Cela va de pair avec toutes sortes d'autres éléments — je comprends tout cela. Cependant, au moment de discuter du 150^e anniversaire du Canada, nous devons assurément adopter une vision plus globale qui va au-delà des stricts plans de commercialisation visant à exploiter un groupe démographique qui pourrait posséder un grand pouvoir d'achat et qui nous échappe encore.

J'imagine que je suis à la recherche de quelque chose d'un peu plus inspirant. Je comprends que le gouvernement préconise une vision commerciale — il s'agit de l'idéologie qu'il valorise, mais non pas de celle qui caractérise le Canada.

J'aimerais que vous nous disiez si l'initiative que vous proposez s'assortit d'une vision plus vaste des choses, car j'aimerais « acheter » votre idée — vous voyez, j'en suis moi-même rendu à utiliser des termes employés dans le secteur du commerce.

Mme Michele McKenzie: L'idée consiste véritablement à inciter les jeunes à voyager au pays et à faire en sorte qu'ils voyagent toute

leur vie au Canada, un peu comme ceux de ma génération, qui fréquentaient l'école en 1967, caressaient l'idée de visiter chaque province et chaque territoire du pays. Je l'ai moi-même fait, et j'ai veillé à ce que mes propres enfants le fassent aussi. Je sais que, si j'ai fait une telle chose, c'est parce que j'ai été très inspirée par ce que j'ai vu et entendu durant les célébrations du centenaire du Canada.

Si je n'ai pas réussi à vous faire comprendre clairement cela durant mon exposé, je vous invite à lire l'intégralité du document où nous énonçons notre proposition. Je serai heureuse de passer en revue ce document avec vous.

Ce document concerne cette grande idée qui consiste à inciter les Canadiens à voyager toute leur vie au Canada.

Le président: Merci, monsieur Cash.

Monsieur Trudeau, la parole est à vous.

M. Justin Trudeau (Papineau, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je m'adresserai d'abord à vous, Michele, qui représentez la CCT.

Un certain nombre de personnes ont évoqué ce qu'elles ont vécu durant l'Expo 67. De toute évidence, encore aujourd'hui, cet événement évoque — non seulement à Montréal, mais aussi dans l'ensemble du pays — une époque où le Canada est passé à l'âge adulte, et a invité des gens de tous les pays du monde à venir découvrir qui il était 100 ans après sa fondation.

Pour ma part, mes souvenirs concernent plutôt le 125^e anniversaire du Canada, qui a été célébré en 1992. À bien des égards, les célébrations entourant cet événement ont été modestes, mais il y a une initiative que j'avais trouvée extrêmement heureuse, à savoir celle lancée par Air Canada, si je ne m'abuse — ou alors par Air Canada et Canadian Airlines — qui consistait à offrir aux jeunes de moins de 25 ans un billet sans réservation à 125 \$ pour toute destination au pays.

Je me suis procuré un de ces billets et je me suis rendu à Whitehorse, car c'était la destination la plus éloignée de chez moi. Là-bas, j'ai rencontré quelqu'un de Terre-Neuve qui s'était rendu à Whitehorse parce qu'il s'agissait de la destination la plus éloignée de chez lui. Cette idée de découvrir le pays était extrêmement puissante.

Le fait que mon ami du NPD soit préoccupé par l'utilisation du mot « marché » me laisse perplexe. La réalité, c'est que le marché des jeunes en est un que nous devons absolument exploiter. Les habitudes qu'ils acquièrent pendant qu'ils sont jeunes les suivront toute leur vie. S'ils visitent des coins extraordinaires du pays pendant qu'ils sont jeunes parce que nous les avons incités à le faire, ils seront plus enclins à vouloir les montrer à leurs enfants, et à voyager davantage tout au long de leur vie.

Je vous félicite sans réserve, et vous encourage à poursuivre votre travail. En ma qualité de critique en matière de jeunesse — au sein du seul parti de la Chambre qui possède un critique en cette matière —, je signale que je suis extrêmement favorable à votre vision des choses à ce chapitre. Comme mon collègue de l'opposition officielle l'a souligné, je crains que la suppression du programme Katimavik ne dénote une absence de volonté d'investir dans la jeunesse, et je me pose des questions en ce qui concerne l'ampleur des ressources qui seraient requises pour mettre véritablement sur pied une campagne visant les jeunes.

À votre avis, quel serait le coût approximatif d'une telle campagne? Pouvez-vous nous donner une idée de l'ampleur des investissements initiaux que cela exigerait?

•(1140)

Mme Michele McKenzie: Nous verrions notre proposition s'inscrire dans le cadre d'un projet plus vaste, celui de la façon dont le Canada célébrera son 150^e anniversaire. Le projet que nous avons conçu se déroulerait sur quatre ans et s'assortirait d'un budget de 30 millions de dollars, ce qui permettrait ce genre de partenariats et de campagnes, que ce soit avec les voyagistes ou avec les médias — toute la gamme des partenariats avec le secteur du tourisme.

Nous envisageons qu'il commence dès 2013 ou 2014 et qu'il trouve son point culminant dans les idées de voyage en 2017.

M. Justin Trudeau: Là encore, la question qui vient à l'esprit, en lien avec Expo 67, c'est que nous avons déployé beaucoup d'efforts pour faire connaître le Canada dans le monde en 1967. J'ai adoré la campagne Secret d'ici, et elle a connu énormément de succès. Est-ce que notre façon de nous présenter au reste du monde suscite beaucoup de réflexions? Je sais que vous avez mentionné la promotion des voyages au Canada auprès des jeunes à l'étranger, mais, de façon plus générale, est-ce qu'on réfléchit à la façon dont nous allons attirer l'attention du monde pour qu'il puisse constater à quel point le Canada est devenu un pays extraordinaire après 150 ans, ainsi qu'au rôle de modèle que nous pouvons jouer?

Mme Michele McKenzie: Attirer des voyageurs étrangers au Canada, c'est ce que nous faisons au quotidien. C'est notre travail à temps plein. Je pense que nous allons le faire à l'égard des événements qui se tiendront en 2017, en plus de notre travail habituel. L'occasion qui s'offre à nous dans le cadre du programme pour les jeunes, c'est d'étendre la portée de celui-ci en invitant aussi les jeunes de l'étranger à rencontrer des jeunes Canadiens à l'occasion des événements et des activités qui se tiendront en 2017. Ce sera donc un aspect important de ce que nous faisons. Nous projetons également de travailler le thème de la jeunesse sur nos marchés internationaux.

M. Justin Trudeau: C'est dans peu de temps, 2017, alors, en plus de tenir des événements et d'attirer les gens pour des raisons ponctuelles, y a-t-il des thèmes plus généraux que nous mettons de l'avant, d'après ce que vous savez, pour souligner le fait que le Canada célèbre son 150^e anniversaire? Que célébrons-nous exactement? Célébrons-nous notre diversité? Célébrons-nous la grande étendue de notre pays? Célébrons-nous notre régime de soins de santé? Quels sont les thèmes auxquels vous avez pensé, ou dont vos partenaires vous ont parlé, en ce qui concerne les grandes choses que nous allons célébrer? Il y a eu Terre des hommes en 1967.

Quel est le grand thème qui oriente ce que vous faites en prévision de 2017?

Mme Michele McKenzie: La CCT se concentre sur le thème de la jeunesse et des voyages, et, ailleurs dans le monde, nous essayons de mettre ce thème en correspondance avec les activités de marketing relatives à l'éducation, en disant que le Canada est non seulement une excellente destination de voyage, mais aussi un excellent endroit où étudier. C'est donc ce travail que nous faisons et que nous essayons de lier au programme de portée plus générale qui va ressortir du travail du comité et des activités de Patrimoine canadien. Nous gardons donc l'esprit assez ouvert pour l'instant, puisque, selon nous, l'idée du programme pourrait être liée à de nombreux autres thèmes.

•(1145)

M. Justin Trudeau: Merci.

Monsieur le maire, je veux d'abord vous dire que je suis très heureux de pouvoir vous féliciter en personne du travail extraordinaire que la Ville d'Ottawa a fait à la fête du Canada et dans le cadre de tous les festivals qui ont eu lieu récemment.

Je vous pose la même question. Vous avez discuté avec le premier ministre et avec le ministre du Patrimoine. Sentez-vous qu'il y a déjà des pistes en ce qui concerne ce que nous allons célébrer, mis à part l'anniversaire en tant que tel? Est-ce que des thèmes précis ont été proposés pour nos célébrations de 2017, par exemple le fait que le Canada est le meilleur pays à l'égard de telle ou telle chose ou encore ce que nous allons présenter au reste du monde?

M. Jim Watson: Évidemment, je ne peux pas m'exprimer au nom du gouvernement. On ne fait que commencer, je crois, à répondre à cette question.

Je félicite le comité d'avoir inscrit la question à l'ordre du jour et de nous avoir invités à témoigner aujourd'hui. C'est l'une des raisons pour lesquelles le concept de la Maison du Canada à l'ancienne ambassade américaine en face serait un exemple d'endroit où, à mon avis, nous pourrions nous vanter, comme pays, de certaines de nos réalisations assez remarquables, pour un pays relativement jeune. Nos amis les Américains sont très bons pour ce qui est de se vanter, mais je pense que nous, nous sommes parfois un peu trop réservés et timides. Ce serait pour nous l'occasion de créer ce moment d'étonnement où les étudiants qui y feraient une visite prendraient conscience du fait que nous avons inventé le bras de la navette spatiale ou que ce sont les Canadiens qui ont inventé l'insuline pour combattre le diabète.

Lorsque j'ai rencontré des représentants de la Smithsonian Institution, plus précisément du musée d'histoire américaine, je leur ai demandé quelle était l'exposition la plus courue au Smithsonian. C'est celle où l'on peut voir les chaussures rouges portées par Judy Garland dans *Le Magicien d'Oz* et le fauteuil d'Archie Bunker. Cela nous apprend peut-être quelque chose sur nos amis américains, mais je pense que nous devrions créer l'occasion pour les gens de voir le disque d'or de Céline Dion ou la camionnette du Marathon de l'espoir de Terry Fox et de prendre conscience de ce que nous oublions, comme Canadiens, c'est-à-dire toutes les choses que nous avons inventées, du velcro à la fermeture éclair, en passant par le bras canadien, et de notre succès au hockey, du fait que Bombardier a inventé la motoneige. Ce serait l'occasion pour nous de célébrer les réalisations des grands artistes, inventeurs, chercheurs et médecins canadiens, et aussi d'envisager notre pays d'une nouvelle façon et de nous vanter un peu plus de ce que nous avons accompli collectivement.

Le président: Merci, monsieur Trudeau.

Monsieur Richards.

M. Blake Richards (Wild Rose, PCC): Merci à vous tous d'être ici aujourd'hui.

Je vais adresser mes questions à Michele, de la Commission canadienne du tourisme.

Évidemment, en tant que président du caucus parlementaire du tourisme et député de Banff, l'une des plus belles régions touristiques du pays, j'ai eu souvent l'occasion de parler du travail que vous faites et du secteur du tourisme en général. Vous savez comme moi à quel point l'industrie du tourisme est importante. Il s'agit d'une industrie qui génère 74 milliards de dollars. Elle offre 600 000 emplois aux Canadiens. Il va sans dire que le travail que vous faites dans le domaine du marketing est un facteur important du succès que le secteur du tourisme connaît au Canada, et je vous en félicite. Vous avez démontré ce que nous pouvons accomplir à cet égard en faisant preuve d'innovation et de résolution dans notre travail de marketing.

Un facteur important, c'est la qualité de la collaboration avec notre gouvernement, à l'égard de certaines des initiatives, ainsi qu'avec d'autres organisations, par exemple les organisations provinciales et des organisations de promotion de destinations touristiques dans l'ensemble du pays. Je pense qu'un excellent exemple de ce dont je parle, c'est le fait que le premier ministre a obtenu le statut de destination approuvée en Chine, ce qui a été quelque chose de très important que le gouvernement a été en mesure d'accomplir pour le secteur du tourisme, en collaboration avec vous et les organisations de promotion de destinations touristiques dans certaines régions du pays. Je sais en tout cas que, dans ma région, c'est-à-dire Banff-Lake Louise, il y a eu une campagne de publicité touristique primée sur ce thème. Nous avons donc prouvé à quel point nous pouvons réussir à attirer des voyageurs lorsque nous travaillons tous ensemble.

Vous avez conçu une vidéo dans le cadre de la campagne Secret d'ici, et je veux souligner à quel point j'ai trouvé cette campagne brillante. Elle a certainement été très utile pour le secteur.

Je veux examiner les chiffres que vous nous avez fournis concernant cette campagne, par rapport au succès qu'elle a connu. Vous avez parlé de certains des indicateurs: 4,5 millions de voyages de plus effectués par des Canadiens, 1,2 milliard de dollars de plus en recettes dans le domaine du tourisme et 10 000 emplois de plus. Ce sont là des résultats assez importants que vous avez été en mesure d'obtenir grâce à cette campagne.

Je veux examiner ces chiffres et ensuite la proposition qui est devant nous, et qui m'a beaucoup intrigué, concernant les voyages des jeunes pour notre 150^e anniversaire. À quels résultats vous attendez-vous ou quels résultats projetez-vous d'obtenir d'une campagne du genre, à l'égard des mêmes indicateurs? À quoi pouvons-nous nous attendre pour ce qui est de l'augmentation du nombre de voyages et d'emplois pour les gens du secteur, ainsi que de recettes pour l'industrie du tourisme? Pouvez-vous nous donner une idée des prévisions que vous feriez?

• (1150)

Mme Michele McKenzie: Vous pouvez constater que, dans certains cas, le rendement du capital investi dans le cadre de la campagne en question était de plus de 100 \$ par dollar investi. Le rendement serait plus modeste si nous envisagions un programme ciblant les jeunes, mais il est certain qu'il serait supérieur à l'étalon que nous utilisons pour le marketing à l'étranger, c'est-à-dire 50 pour un, ce qui veut dire que pour chaque dollar investi dans le marketing nous souhaiterions obtenir des retombées de plus de 50 \$ qui soient directement attribuables aux dépenses des visiteurs.

L'un des points que vous avez soulevés, et que j'aimerais mentionner ici, c'est que notre campagne Secret d'ici visait non seulement les Canadiens qui voyagent au Canada, mais aussi les Canadiens qui envisageaient de faire un voyage à l'étranger, et que nous essayons de convaincre de voyager au Canada cette année. C'est exactement ce que nous essaierions de faire avec les jeunes

aussi. Nous nous adresserions aux jeunes qui rêvent déjà de toutes les destinations étrangères où ils vont se rendre dans leur vie, et, pour continuer d'employer le jargon du marketing, nous essaierions de les convertir à l'idée de voyager au Canada. Plus précisément, nous chercherions à évaluer notre succès en fonction de notre capacité de le faire.

Nous savons déjà que le Canada a un déficit courant qui a atteint un sommet en matière de voyage, c'est-à-dire qu'un nombre record de Canadiens voyagent à l'extérieur du pays et dépensent des sommes records à l'étranger. Nous dépensons aussi pas mal d'argent au pays, et notre marché du tourisme se porte assez bien, mais, ce que nous essayons de faire, c'est de rapatrier une partie des voyageurs qui vont à l'étranger.

M. Blake Richards: Évidemment, Secret d'ici est un bon exemple du succès que nous pourrions avoir dans ce domaine.

Qu'en est-il de l'autre volet? MM. Brown et Trudeau, dans leurs questions, ont parlé en particulier des jeunes qui voyagent. Vous avez mentionné le fait d'essayer d'attirer les jeunes qui voyagent depuis l'étranger. J'aimerais entendre encore quelques-unes de vos idées pour attirer les jeunes voyageurs étrangers, pour le 150^e anniversaire du Canada et après.

Pouvez-vous nous parler de vos idées, réflexions ou campagnes projetées à ce chapitre précis?

Mme Michele McKenzie: Je pense que le principal défi que nous devons relever, c'est de trouver le moyen d'insuffler aux jeunes l'idée que le Canada est une destination pour eux. Dans le cadre du travail que nous avons fait ailleurs dans le monde, nous avons vraiment réussi à cibler notre clientèle, c'est-à-dire entre autres les gens dont les enfants ont quitté la maison, et qui ont dorénavant l'occasion de voyager davantage. Mais cela a aussi eu pour effet de faire en sorte que les jeunes d'un peu partout dans le monde voient le Canada comme une destination pour leurs parents. Nous pouvons leur insuffler l'idée que le Canada est une destination pour eux.

Nous allons le faire en donnant une portée plus grande à nos programmes, par exemple à notre programme intitulé Collection d'expériences distinctives, qui a connu tant de succès pour ce qui est de donner aux gens à l'étranger des idées de choses à faire au Canada. Nous allons mettre au point une Collection d'expériences distinctives spéciale ciblant les jeunes pour qu'ils puissent se rendre compte que notre pays n'est pas seulement une destination pour leurs parents; c'est une excellente destination pour les jeunes. Nous allons ainsi pouvoir livrer concurrence à l'Australie et à ces excellentes destinations qui, en ce moment, sont privilégiées par les jeunes voyageant dans le monde.

M. Blake Richards: Excellent, merci. C'est un facteur extrêmement important, bien sûr.

Qu'en est-il des médias sociaux et des façons dont vous pourriez en tirer parti? Avez-vous des plans à cet égard? Je suppose que je veux parler de la campagne nationale et du fait d'attirer des jeunes de l'étranger. Je suis sûr que les médias sociaux font partie de vos plans. Que pouvez-vous nous dire là-dessus?

Mme Michele McKenzie: Merci.

Je dirais qu'environ la moitié du travail que nous faisons en ce moment passe par les médias sociaux. Ceux-ci ne sont plus qu'un moyen de communication; ils font maintenant partie intégrante de toutes nos activités. C'est également une façon beaucoup plus efficace de faire la promotion que la publicité qu'on achetait auparavant.

Ce que nous ferions avec les médias sociaux à l'égard du marché des jeunes, ce serait surtout de demander à des jeunes de parler des voyages au Canada. Ce serait des jeunes qui s'adresseraient à d'autres jeunes.

Ce que nous offrent les médias sociaux, c'est l'occasion de favoriser des discussions entre voyageurs, ce qui est beaucoup plus pertinent pour les jeunes que de se faire dire par un promoteur de destination qu'ils pourraient faire toutes sortes de choses extraordinaires ici. Il s'agit véritablement de créer les réseaux et le contenu qui vont inciter les jeunes à recommander à d'autres jeunes de voyager au Canada.

• (1155)

Le président: Merci, monsieur Richards.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à l'autre nouveau membre du comité, Rathika Sitsabaiesan. Est-ce que je prononce votre nom à peu près correctement?

Mme Rathika Sitsabaiesan (Scarborough—Rouge River, NPD): C'est très bon.

Le président: Bienvenue au comité. Vous êtes la dernière intervenante pour ce tour.

Mme Rathika Sitsabaiesan: Parfait. Merci beaucoup.

Si vous me permettez de commencer, madame McKenzie, vous parliez de convertir les jeunes voyageurs, ainsi que du déficit de voyageurs. D'après ce que vous avez dit, j'ai l'impression que vous vous concentrez sur le fait d'amener les gens qui voyagent à l'étranger à voyager au pays. Ce que je comprends, c'est que l'accent n'est pas mis sur les gens ou les jeunes Canadiens qui ne sont pas en mesure de voyager à l'heure actuelle, que ce soit au pays ou à l'étranger.

Que faites-vous à cet égard? Ciblez-vous les gens qui n'ont pas les moyens de voyager ni d'explorer le Canada? Fait-on quelque chose pour encourager les gens qui ont un revenu faible à voyager?

Mme Michele McKenzie: Nous n'avons pas encore examiné toute la gamme des programmes qui pourraient être offerts dans le cadre de ce genre de campagne. Je m'attends par contre à ce que la participation de partenaires offre éventuellement l'occasion de créer des possibilités de parrainage. C'est quelque chose qui pourrait faire partie du programme.

Mme Rathika Sitsabaiesan: Nous nous tournons donc peut-être exclusivement vers les donateurs ou les commanditaires du secteur privé pour faire en sorte que tous les Canadiens puissent voyager au Canada et explorer le pays. Est-ce que c'est cela? Nous cherchons des donateurs privés pour offrir la possibilité de voyager aux gens qui ne viennent pas d'une famille riche?

Mme Michele McKenzie: Ce que je dis, c'est que je pense que nous pouvons inclure ce type de programme, mais aussi qu'en travaillant avec nos partenaires, nous allons être en mesure d'offrir des occasions accessibles à de nombreux voyageurs, même s'ils ne vont pas très loin au Canada.

Ce que nous avons constaté dans le cadre de nos recherches, c'est que les jeunes d'ici ne connaissent pas bien leur pays en tant que destination, même lorsqu'il s'agit de destinations proches de l'endroit où ils vivent. Les voyages n'ont pas à coûter cher. Je pense qu'il peut y avoir des possibilités offertes à la plupart des jeunes Canadiens.

Mme Rathika Sitsabaiesan: Ce serait très bien si les voyages étaient accessibles à l'ensemble des Canadiens pour qu'ils puissent vivre cette expérience.

Je vais un peu changer de sujet. J'ai entendu dire que la Ville d'Ottawa a mis sur pied un groupe spécial pour la planification du 150^e anniversaire du Canada. Je vais vous poser une question à plusieurs volets, monsieur Watson, et vous pourrez compléter ce que je dirai par vos réponses.

Pouvez-vous d'abord me dire qui sont les membres de ce groupe spécial? Essentiellement, qui y est représenté? Ensuite, pouvez-vous me dire en quoi les citoyens de l'ensemble du pays participent à vos projets pour notre 150^e anniversaire?

Croyez-vous que le groupe spécial pourrait avoir une ampleur nationale de façon à garantir que des groupes de l'ensemble du pays participent à la planification de cette grande fête? C'est la fête de notre pays, et les habitants du Canada devraient participer à la planification.

M. Jim Watson: Merci de votre question.

Au sein de notre groupe spécial, il y a des représentants de Tourisme Ottawa, de notre centre des congrès, de la Chambre de commerce, de Festivals d'Ottawa, qui est notre réseau de la culture et des festivals, des Sénateurs d'Ottawa, de l'équipe de développement économique et de l'administration aéroportuaire. Il y a aussi des représentants du Regroupement des gens d'affaires. La Commission de la capitale nationale va également prendre part aux activités.

Les deux coprésidents sont membres de notre conseil municipal.

Je vais également participer au Caucus des maires des grandes villes qui se tiendra cette année à Saskatoon, par l'intermédiaire de la Fédération canadienne des municipalités, et je vais soulever la question de ce que nous faisons collectivement, partout au pays, à l'échelon municipal pour commencer la planification.

À de nombreux égards, nous accusons un peu de retard. Cinq ans, c'est vite passé. C'est la raison pour laquelle j'ai pensé qu'il était important, à tout le moins du point de vue de la capitale nationale, d'entamer le processus et le dialogue avec le gouvernement fédéral et les ministres et organismes concernés, de façon à pouvoir joindre le plus grand nombre possible de groupes pour susciter leur participation et leur enthousiasme au sujet du 150^e anniversaire.

• (1200)

Mme Rathika Sitsabaiesan: C'est donc une initiative municipale jusqu'à maintenant, et il n'y a pas vraiment d'orientation fédérale. Vaut-il y avoir des consultations publiques ou une quelconque participation de la population en général ou des citoyens de l'ensemble du pays?

M. Jim Watson: Eh bien, pour tout vous dire, j'ai commencé par rencontrer le ministre Moore afin de discuter avec lui de nos projets, dans le but de faire participer le gouvernement fédéral, parce que nous savons qu'il va jouer un rôle essentiel dans le cadre des célébrations sur la Colline du Parlement et un peu partout dans la région de la capitale nationale.

Par ailleurs, le maire de Gatineau — de l'autre côté de la rivière —, le président de la CCN et moi nous rencontrons régulièrement. L'amorce d'un dialogue est un point permanent à notre ordre du jour. J'ai rencontré le premier ministre pour faire avec lui un survol de ce que nous espérons et de ce à quoi nous aspirons pour le 150^e.

À un moment donné, nous allons présenter un plan d'action à notre échelon, lequel sera soumis à un comité, et c'est à ce moment-là que la population pourra formuler ses suggestions. Quant aux membres de notre conseil, je sais que Mme Hobbs s'est déjà adressée à divers groupes culturels de sa collectivité et que M. Bloess fera de même de façon à ce que nous joignons les gens et organisations une vraie fête populaire. Ce ne devrait pas être une organisation dirigée à partir d'en haut, parce que nous voulons que le plus grand nombre de gens possible participent. C'est leur célébration, et pas seulement celle du gouvernement.

Mme Rathika Sitsabaiesan: Ce que je dis, c'est que ce devrait être la fête de la population aussi, alors je suis contente de vous l'entendre dire.

Le président: Merci.

C'est tout le temps que nous avons pour ce groupe de témoins.

Madame McKenzie, monsieur le maire, je tiens à vous remercier d'être venus. Nous sommes vraiment reconnaissants de votre participation et de la contribution que feront, j'en suis sûr, la Ville d'Ottawa et la Commission canadienne du tourisme dans le cadre des projets que nous mettrons sur pied pour la célébration. Merci à vous deux.

Nous allons faire une pause de quelques minutes pour laisser le temps aux prochains témoins de s'installer.

• (1200) _____ (Pause) _____

• (1205)

Le président: Nous reprenons. C'est la seconde partie de la séance.

J'aimerais rappeler aux membres du comité que les témoins ont été invités en fonction de la contribution particulière qu'ils apporteront dans leurs domaines. Nous ne nous attendons pas à ce qu'ils aient toutes les réponses concernant ce que nous allons faire à l'échelle nationale pour célébrer le 150^e anniversaire du Canada. C'est en partie notre travail. Le comité a entrepris une étude là-dessus. Nous entendons divers témoins, et nous allons ensuite formuler des recommandations à l'intention du gouvernement. Nous serons heureux de voir nos témoins apporter leur contribution dans leur domaine.

Aujourd'hui nous recevons Mme Judith Baxter, directrice bénévole du John Fisher Memorial Museum. Nous sommes heureux que vous vous joigniez à nous, Judith. Nous recevons également Mme Jane Fullerton, chef de la direction du Musée du Nouveau-Brunswick. Enfin, nous recevons Pierre Wilson, directeur-conservateur du Musée des maîtres et artisans du Québec. Vous avez chacun dix minutes pour présenter un exposé, et ensuite nous allons vous poser des questions.

Quelqu'un veut commencer? Sinon, nous allons procéder dans l'ordre alphabétique.

Vous avez la parole, Judith.

• (1210)

[Français]

Mme Judith Baxter (directrice bénévole, John Fisher Memorial Museum): Bonjour, je m'appelle Judith Baxter.

[Traduction]

Je suis très heureuse d'avoir été invitée à discuter des idées pour la célébration du 150^e anniversaire du Canada, en particulier d'un point de vue rural. Je représente un petit musée communautaire, le musée commémoratif de John Fisher, qui fait partie du mandat de Kingston

Peninsula Heritage Inc. Le musée est situé dans le sous-sol d'une école — de la maternelle à la huitième année — dans la zone patrimoniale de Kingston, au Nouveau-Brunswick.

En raison du fait que Kingston Peninsula Heritage Inc. est une organisation entièrement bénévole et membre de l'Association canadienne des musées, je voudrais d'abord dire que nous sommes très partisans de la proposition de l'AMC concernant le programme de dons jumelés, c'est-à-dire le Fonds des Canadiens qui appuient leurs musées. Kingston Peninsula Heritage Inc. a également été bénéficiaire d'un programme de Jeunesse Canada au travail dans les établissements du patrimoine, et nous soutenons l'effort de l'AMC visant l'augmentation de ces fonds.

Puis-je dire que je me rappelle clairement les célébrations du 100^e anniversaire du Canada en 1967. Je suis allée à l'Expo. J'y ai amené les enfants. Cette année-là, John Fisher est venu parler dans notre église anglicane bâtie en 1789. Cet événement faisait partie de l'un de ses arrêts dans le cadre de sa tournée du pays, et il est venu parler des petites villes canadiennes en tant que M. Canada.

En 1967, le programme de désignation centenaire des fermes a connu un grand succès, surtout dans notre région. Chaque ferme d'un siècle ou plus s'est vu attribuer une plaque commémorative, et il y en a même quelques-unes qu'on peut encore voir aujourd'hui sur les routes de campagne.

La ferme familiale est en déclin depuis les célébrations de 1967. Toutefois, il y a ces dernières années une croissance dans le domaine des petites fermes en agriculture biologique, lesquelles attirent une nouvelle génération d'agriculteurs. Il y a dans la péninsule de Kingston un marché agricole qu'on organise le samedi matin, et on y trouve 60 p. 100 de fruits et légumes et de produits agricoles. À l'appui de ce secteur qui est petit, mais en expansion, puisqu'il y a beaucoup de marchés du genre au pays, qui sont fortement soutenus par la population générale et qui sont vus comme une destination pour faire les emplettes, je propose que ces endroits soient ciblés pour la célébration du Canada rural.

Comment les fonds fédéraux peuvent-ils être dirigés? S'il vous plaît, ne posons aucune affiche. L'affiche est au mieux un gaspillage de votre argent. C'est quelque chose que l'on jette rapidement. Puisque je suppose que, dans le climat économique actuel, on n'a pas envie de lancer des projets d'immobilisations à grande échelle, nous devrions faire porter notre attention sur quelque chose de durable et d'efficace comme par exemple une trousse de célébration.

Il y a bien des années, Kingston Peninsula Heritage Inc. a acheté de l'étamine — du tissu rouge, blanc et bleu, très mince. Nous en avons des verges et des verges et nous décorons tout avec ce tissu. L'étamine qu'on trouve aujourd'hui pour la tenue d'événements est en plastique; c'est une dépense pour quelque chose qu'on n'utilise qu'une fois. En constituant une trousse de célébration contenant des articles réutilisables — de l'étamine, des drapeaux, des bannières et ainsi de suite — et en incluant des idées d'utilisation à l'échelle locale, vous pourriez créer une façon d'exprimer visuellement l'idée de fête partout au pays. Une trousse peut être réutilisée et recyclée. Ces trousse de célébration pourraient être mises à la disposition des musées, des marchés agricoles, des écoles, des légions, et ainsi de suite.

En 1967, le Canada était un endroit différent, moins un milieu d'affaires et plus un milieu communautaire. Le pays commençait tout juste à découvrir et à célébrer la diversité de ses habitants, mais, en 2017, nous pourrions travailler à découvrir en quoi nous sommes tous Canadiens et célébrer le fait d'être Canadiens en mettant moins l'accent sur la diversité. Une façon d'aborder les célébrations, ce serait de raconter l'histoire qui fait de nous des Canadiens et comment est née cette idée d'un pays, comment des gens de différentes provenances, à la situation financière et à la culture différentes ont pu en venir à un consensus juste et équitable.

Pourquoi l'histoire de la Confédération ne dit-elle rien aux jeunes d'aujourd'hui? Il doit exister une manière de faire connaître l'histoire des Pères de la Confédération, les arguments pour et contre la Confédération et ce qui se passait sur la scène mondiale et qui a provoqué ces discussions. Comment les fonds fédéraux pourraient-ils faciliter cela?

● (1215)

Dans une discussion avec un ami, l'idée suivante a fait surface: six degrés de séparation avec nos Pères de la Confédération. Nous avons vu la chose comme une activité dans les médias sociaux, avec l'espoir de viser les jeunes. Peut-être que c'est un domaine où il pourrait y avoir un partenariat avec RIM ou Rogers pour mettre à profit leur expertise en matière de conception et de promotion. Peut-être que le commanditaire pourrait organiser un concours pour l'élaboration du programme dans les écoles de technologie.

Il va sans dire que c'est une idée à développer. Le projet pourrait cependant évoquer la généalogie ainsi que les sciences sociales. C'est un projet qui est tout à fait susceptible d'intéresser les représentants d'un serveur en ligne de généalogie comme ancestry.ca.

Le Musée commémoratif John Fisher a ouvert ses portes en 1982, et ce n'est qu'une partie de ce que cette petite organisation communautaire de bénévoles fait, comme c'est le cas de tous les organismes communautaires. Située dans une péninsule, la collectivité a été épargnée par l'étalement urbain, car les transports sont assurés par un réseau de traversiers. Nous avons l'avantage d'avoir beaucoup de vues impressionnantes et de bâtiments historiques, ainsi qu'une faible densité de population. Nous sommes cependant dans une zone de service locale sans financement municipal, ni entreprises ou gens fortunés à qui demander des fonds dont nous avons grandement besoin.

En plus du musée, notre mandat couvre un phare patrimonial, une maison bâtie en 1810 dans laquelle il y a un salon de thé et une boutique souvenir, une collection d'artefacts comptant 3 449 articles et un jardin patrimonial qui attire beaucoup de gens qui viennent et passer la journée. Nous menons nos activités pendant l'été grâce à des subventions fédérales et provinciales aux emplois pour étudiants. Les étudiants en question reçoivent la formation nécessaire pour tout faire, de l'enregistrement des artefacts aux recherches généalogiques, en passant par le travail de guides touristiques auprès des visiteurs ou le service aux tables. Ils apprennent le travail de vente dans la boutique et le travail de cuisine. Chacun devient tout à fait à l'aise pour raconter l'histoire de la péninsule de Kingston, acquérant de nombreuses aptitudes pendant l'été, ainsi qu'un sentiment de fierté à l'égard de l'endroit.

Comment les fonds fédéraux peuvent-ils nous aider dans ce que nous faisons? Notre plus grand obstacle, c'est le renouvellement d'un organisme bénévole vieillissant. C'est un domaine où le Fonds des Canadiens qui appuient leur musée de l'AMC serait très utile à notre organisation. Les dons faits ensemble pourraient également encourager davantage de bénévoles à participer, car le secteur des musées

est vu comme un secteur contribuant honorablement à la façon canadienne de raconter chacune de nos histoires.

Notre deuxième défi, c'est l'accès aux fonds déjà offerts aux organisations qui s'occupent de ces musées. À l'heure actuelle, tous les programmes offerts exigent que l'organisation ait au moins un employé à temps plein. En ce moment et dans un avenir prévisible, les fonds que nous recueillons ou que nous recevons sous forme de dons servent à l'entretien des bâtiments patrimoniaux que nous possédons.

Comment allons-nous célébrer le 150^e anniversaire de notre beau pays? Dans le passé, nous avons célébré le débarquement des Loyalistes en tenant des défilés, des thés et des expositions spéciales. Nous avons célébré le bicentenaire de la province en organisant des festivals folkloriques, en faisant inscrire des bâtiments au patrimoine et en tenant des expositions spéciales. Nous avons célébré le nouveau millénaire en demandant à la province la désignation de secteur historique pour la croisée des chemins à Kingston, laquelle inclut l'église bâtie en 1789 et un cimetière loyaliste, le presbytère datant de 1788, la maison de l'Union bâtie en 1788, la maison Carter datant de 1810 et la Macdonald Consolidated School datant de 1910.

L'été dernier, durant la célébration de l'établissement de la première communauté européenne au Nouveau-Brunswick, c'est-à-dire le 400^e anniversaire, nous avons tenu une cérémonie de réinauguration d'un monument sur l'île Catons, dans la rivière Saint-Jean.

Cette année, dans le cadre des célébrations de la Guerre de 1812, nous fournissons une chorale du patrimoine pour les diverses célébrations qui ont lieu dans toute la province.

En tant que bénévoles, nous sommes capables de travailler avec peu de moyens et au pied levé. Je peux vous garantir que, avec votre soutien, et, si nécessaire, sans celui-ci, nous allons célébrer le 150^e du Canada, pour la simple raison que, dans le milieu des musées, nous nous remémorons notre diversité et célébrons notre patrimoine. C'est notre passion.

Je vous remercie de m'avoir invitée.

● (1220)

Le président: Merci.

Nous allons maintenant écouter Mme Jane Fullerton.

Jane, je tiens à vous féliciter de votre exposition au Musée de la guerre. D'après ce que j'ai entendu dire, on n'y tient pas souvent d'expositions organisées par d'autres musées, et la vôtre a connu du succès. Je vous en félicite donc.

Mme Jane Fullerton (chef de la direction, Musée du Nouveau-Brunswick): Merci.

Le président: Vous avez la parole.

Mme Jane Fullerton: Merci.

Nous étions très fiers de pouvoir ouvrir l'exposition sur les Néo-Brunswickois en temps de guerre au Musée de la guerre en décembre. C'était la première fois qu'un musée provincial présentait une exposition au Musée de la guerre. C'est pour nous une merveilleuse occasion de communiquer les histoires des Néo-Brunswickois au grand public, ici à Ottawa, et de les présenter en collaboration avec un musée national dans la capitale nationale.

Le Musée du Nouveau-Brunswick est le musée de la province. Notre mandat est très large et englobe tout, des fossiles remontant à un milliard d'années jusqu'aux oeuvres contemporaines créées il y a six mois, en passant par les infocapsules sur les sciences naturelles, l'histoire de l'humanité, les oeuvres d'art et les archives. Alors il s'agit d'un mandat large. Nous sommes le musée canadien en activité depuis le plus longtemps. Nous avons ouvert nos portes en 1842, avec une collection constituée par Abraham Gesner, et avons existé sous plusieurs formes jusqu'en 1929, date à laquelle nous sommes devenus le musée provincial. Alors 2017 est une année très importante pour nous, car nous célébrerons nos 175 ans. Nous tirons une grande fierté de la célébration et de la promotion de cette année.

Je suis ici aujourd'hui pour parler d'un autre événement important — peut-être aussi important, voire plus —, et il s'agit du 150^e anniversaire du Canada. C'est assurément une excellente occasion pour les Canadiens des quatre coins du pays d'apprendre à mieux comprendre comment le Canada a vu le jour, comment nous sommes devenus un pays, comment nous avons survécu à un certain nombre de situations naturelles, économiques et autres au fil des années, ce que nous avons accompli en tant que Canadiens, et les voies que nous pourrions prendre dans l'avenir. C'est une occasion d'apprendre et de comprendre. Il vise aussi bien ceux qui sont établis au Canada depuis maintes générations que les nouveaux Canadiens. Nous considérons qu'il s'agit d'une occasion vraiment importante pour les Canadiens de se rassembler et de comprendre davantage nos origines et les voies que nous pourrions prendre.

Certes, les musées ont un rôle à jouer à ce chapitre. Certains croient que les musées sont là pour présenter des choses, des objets — le fossile, la plante, l'oeuvre d'art ou le chapeau qui repose sur une étagère quelque part. Mais en réalité, nous sommes là pour relater des événements. Nous sommes là pour raconter les histoires qui se rattachent à ces objets. Sans l'histoire, l'objet n'est pas important. Il n'a aucune signification. L'important, c'est l'histoire, la personne qui a porté ce chapeau et qui a ensuite fait quelque chose en portant ce chapeau.

C'est là la raison d'être des musées: nous relatons les événements. Notre rôle est de recueillir, de préserver et de comprendre ces histoires et de les communiquer au public de différentes façons pour que nous puissions établir un pont entre le passé et le présent et nous assurer qu'il est là pour l'avenir. Nous relierons le passé et l'avenir. À ce titre, il convient certainement que nous — les gens du milieu des musées, qu'il s'agisse de musées provinciaux, communautaires, régionaux ou spécialisés ou de musées nationaux — songions à la façon de participer aux activités de 2017.

Les musées peuvent faire cela d'un certain nombre de façons. Certes, comme l'a mentionné Judy, les musées présenteront des expositions. Nous présenterons de grandes expositions, et nous en présenterons de petites. Nous trouverons des façons d'interpeller les collectivités que nous servons au moyen d'histoires canadiennes — comment le Canada a vu le jour et ce que pourrait lui réserver l'avenir.

C'est quelque chose que nous allons faire, et, certes, toute possibilité de faciliter et d'encourager cela serait très avantageuse.

Or, je crois que les musées pourraient saisir une autre occasion, à savoir celle de créer des liens entre les Canadiens. Nous travaillons dans notre collectivité, quelle qu'elle soit. Mais l'important, en réalité, c'est que le Canada est un pays vaste et géographiquement diversifié où les intérêts sont nombreux et variés. Au-delà du paysage, les gens, le travail et les activités diffèrent d'une région du

Canada à une autre. Il est très important que les Canadiens comprennent les différentes régions et ce qui s'y produit.

Les musées peuvent créer des liens entre les régions et entre les collectivités de diverses façons. On peut organiser une exposition itinérante, comme celle du Musée du Nouveau-Brunswick à Ottawa, afin de pouvoir présenter dans la capitale nationale ce qui semble être une histoire du Nouveau-Brunswick et de situer celle-ci dans le paysage national. Ou il peut s'agir d'expositions plus modestes de trésors spéciaux. Le Musée du Nouveau-Brunswick pourrait envoyer en Alberta plusieurs trésors qui tiennent à coeur aux Néo-Brunswickois, et les musées albertains pourraient lui rendre la pareille. Ainsi, les liens qui sont là aujourd'hui et qui l'ont été par le passé sont reconnus et mis en relief au moyen d'histoires sur des événements clés. Alors, assurément, la tenue d'expositions spéciales, peut-être à plus petite échelle qu'une exposition itinérante de grande taille, est réaliste et peut créer des liens entre différentes parties du Canada et encourager le dialogue.

• (1225)

Certes, la technologie offre maintenant de nombreuses possibilités de relier les gens.

Le Musée du Nouveau-Brunswick pourrait songer à entamer des discussions avec le Centre du patrimoine septentrional Prince-de-Galles à Yellowknife en vue de donner l'occasion à des écoliers ou à des personnes âgées d'échanger sur le mode de vie dans un environnement différent, sur ce qui leur importe, sur leur patrimoine et sur la façon de le partager. Il y a nombre de possibilités de créer des liens entre les enfants et les familles, les étudiants, les personnes âgées, les gens qui sont ici depuis longtemps et ceux qui viennent d'arriver au Canada, et ce, à l'échelle du Canada, de sorte qu'ils racontent eux-mêmes des histoires et apprennent de nouvelles choses sur le Canada et sur la voie que nous prendrons.

Dans le cadre des préparatifs pour 2017 en général et la période clé qui entoure la Fête du Canada, on pourrait envisager la possibilité de créer un programme qui aiderait les musées canadiens à offrir une admission gratuite. Durant la période du 21 juin — Journée nationale des Autochtones — au 1^{er} juillet — Fête du Canada —, il serait fantastique que les musées, grâce à un certain soutien financier, puissent ouvrir leurs portes gratuitement, non seulement pour encourager les gens à entrer, à apprendre sur le passé et à songer à l'avenir, mais aussi pour encourager les collectivités à utiliser les musées et les autres centres culturels et du patrimoine comme des lieux de célébration. En vérité, les musées ne sont pas censés être ennuyeux et monotones. On est censé s'amuser et avoir du plaisir lorsqu'on visite un musée, et la possibilité de considérer ces endroits comme des lieux de célébration et d'encourager les collectivités à en tirer davantage dans le cadre de leurs activités et de pouvoir offrir un accès gratuit est, à mon avis, importante. Cela pourrait constituer un cadeau fantastique dans le cadre des activités actuellement prévues pour 2017.

Il convient aussi de voir au-delà de 2017 et de s'assurer que les choses mises sur pied en prévision de 2017 et des années suivantes contribueront à la croissance du Canada à long terme. Certes, je préfère renforcer ce qui existe déjà plutôt que créer du nouveau. Je crois que la viabilité à long terme des nouveaux débouchés est incertaine, alors nous devons nous assurer que ce que nous faisons, quoi que ce soit, puisse tenir bon dans l'avenir. L'idée d'un programme de financement de contrepartie — chose que l'Association des musées canadiens appuie — qui prévoirait une période limitée où le gouvernement fédéral encouragerait les dons privés aux musées ou à d'autres institutions culturelles en fournissant des fonds de contrepartie, serait une façon très importante d'encourager les Canadiens à réfléchir à ce qu'ils peuvent faire pour contribuer à l'avenir du Canada et préserver son passé.

Comme nous le savons tous, lorsque quelque chose se trouve dans sa propre collectivité, bien souvent, on a tendance à ne pas y attacher trop d'importance; on se dit que le musée d'en face n'a rien de bien spécial. Or, quand une personne venue d'ailleurs dit que ce savoir est important, qu'elle veut en assurer la pérennité et reconnaître sa valeur et nous aider à faire cela, les choses peuvent grandement s'améliorer. Cela peut amener les gens à prêter attention et à commencer à réfléchir à leur contribution à l'avenir, celui d'une institution et celui du Canada. Je crois qu'un programme de financement de contrepartie serait un héritage durable à laisser et dont nous profiterions après 2017. Il importe que, dans le cadre de nos activités actuelles, nous songions à l'incidence de tout cela dans l'avenir. Et, dans le cas des musées, nous nous intéressons au passé, mais nous savons aussi que nous serons toujours ici, alors nous devons réfléchir en fonction de ce long cycle de vie.

J'aimerais aussi penser que nous pouvons réfléchir à la façon d'amener certaines de ces histoires canadiennes sur la scène internationale en faisant fond sur des occasions existantes — en saisissant des occasions qui sont déjà là, qu'il s'agisse de visites internationales, de salons professionnels, de conférences et ce genre de choses. Nous devons vraiment réfléchir à la façon dont nous pourrions intégrer une plus grande part du patrimoine canadien à cela. Encore une fois, quand une personne venue d'ailleurs — de l'extérieur du Canada — s'émerveille de notre histoire, vous avez accompli quelque chose d'important: cela contribue à susciter la fierté chez les Canadiens. Nous savons que cela se produit au sein des collectivités locales. Le phénomène survient aussi à l'échelle nationale, et je crois que les occasions sont déjà là: il faut seulement en profiter davantage pour nous assurer que nous pouvons renforcer la reconnaissance internationale du Canada dans le cadre de notre cheminement vers 2017.

Je dirais pour conclure que 2017 n'est pas si loin. Pour nous, c'est le moment de planifier comment nous allons faire fond sur ce qui existe, comment nous allons tirer avantage des activités commémoratives à venir. Le Nouveau-Brunswick reconnaît certainement la guerre de 1812. Nous avons une histoire importante à raconter. Sans nous, le Canada tel qu'on le connaît aujourd'hui n'existerait peut-être pas. Alors, au cours des prochaines années, nous chercherons à parler de la guerre de 1812, mais nous savons aussi qu'il y a 2014 et le début de la Seconde Guerre mondiale, et 2015, et la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Voilà d'autres activités commémoratives ou anniversaires importantes qui surviendront au cours de la période à venir. Nous devons songer à la façon de les intégrer aux célébrations menant à 2017 et de veiller à ce que 2017 soit une année riche en activités. C'est une année que nous ne voulons pas regretter d'avoir négligée.

• (1230)

Chaque organisation ou musée individuel fera des choses, mais, ensemble, avec un soutien et peut-être une certaine orientation du gouvernement fédéral, je crois qu'il y a pour nous des possibilités d'en faire beaucoup plus, de le faire mieux et de créer une série d'événements plus solide, une année plus solide pour 2017.

Merci.

Le président: Merci.

Enfin, monsieur Wilson.

[Français]

M. Pierre Wilson (directeur-conservateur, Musée des maîtres et artisans du Québec): Bonjour tout le monde. Je m'appelle Pierre Wilson et je suis directeur-conservateur,

[Traduction]

qui n'a pas d'équivalent.

Une voix: C'est assez proche.

M. Pierre Wilson: Oui, assez proche.

« Conservateur », d'accord.

[Français]

Comme je le disais, je suis directeur-conservateur du Musée des maîtres et artisans du Québec depuis plus de huit ans.

Fondé en 1962, le musée est spécialisé en objets faits à la main par des maîtres et artisans du Québec. Le musée est l'un des 42 musées reconnus et soutenus par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec. Il est aussi accrédité par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels. Il est le seul musée au Québec à couvrir ce champ d'expertise, que nous aimons voir comme un continuum qui va du travail manuel domestique au travail d'artiste en métiers d'art, en passant par celui d'artisans commerciaux.

Notre collection de culture matérielle est faite de plus de 10 000 objets, qui vont du XVII^e siècle à aujourd'hui. Nos subventions pour le fonctionnement nous viennent du ministère de la Culture, de l'arrondissement Saint-Laurent, à Montréal, et du Conseil des arts de Montréal. Malheureusement, ces subventions sont gelées depuis au moins 1995. Ce gel a évidemment pour effet, toutes choses étant égales et l'inflation ne connaissant pas cette limite, de réduire annuellement notre capacité financière. Nous avons pu faire face à cela pour un temps en augmentant nos revenus autonomes par de la recherche de commandites, des activités de levée de fonds et du mécénat, mais il y a une limite à notre capacité à recruter de nouveaux mécènes et, bien évidemment, nous sommes de plus en plus nombreux à tenter de puiser à cette source.

Afin de réduire les dépenses et de résorber un déficit accumulé, nous avons dû aussi, dès 2005, éliminer toutes les dépenses non reliées directement aux collections. Nous n'avons donc plus personne aux communications et aucun budget de publicité. Pourtant, nous sommes très actifs: les collections se sont accrues de 30 p. 100 dans les cinq dernières années et nous produisons en moyenne 16 expositions et quatre catalogues par année.

Situé dans l'arrondissement Saint-Laurent, à Montréal, le musée est suffisamment excentré par rapport au centre-ville pour que nous ne profitons d'aucun achalandage touristique, même si nous sommes à deux pas d'une station de métro. Incapables d'attirer les touristes qui constituent en moyenne 70 p. 100 de la fréquentation des musées au Québec, nous nous sommes tournés vers la population locale. D'après le recensement de 2006, 51 p. 100 de la population de l'arrondissement de Saint-Laurent n'était pas née au Canada. Si on ajoute leurs enfants, on dit généralement que 85 p. 100 de la population est immigrante ou reliée de très près à l'immigration.

En rejoignant les organismes sociaux et les groupes communautaires, nous avons réussi à développer une approche de la base vers le haut, *bottom-up* comme on dit, qui nous permet de présenter maintenant plus de 10 expositions par année, qui sont en fait des projets des groupes et non des projets créés par le musée. Nos résultats nous ont d'ailleurs valu d'être invités à présenter cette approche à la conférence Metropolis de Vancouver en mars 2011, à codiriger un atelier de la conférence internationale Metropolis sur l'immigration aux Açores, en septembre 2011, et à être invités à partager cette expérience à un atelier organisé par le Musée de la civilisation en octobre prochain, à Québec.

Je pense que nous pouvons dire que ces invitations sont, d'une certaine façon, une forme de reconnaissance de l'originalité et de l'efficacité de notre approche, mais elles montrent aussi que le multiculturalisme et l'interculturalisme sont à l'étude et sous la loupe des chercheurs et des décideurs à Montréal, au Québec, au Canada et partout dans le monde.

Les mouvements transfrontaliers des populations sont inévitables et au lieu de chercher à les contrôler à tout prix, il serait plus rentable de trouver des moyens non coercitifs de faire des nouveaux arrivants le plus rapidement possible des atouts et des richesses à développer. Ces hommes, ces femmes et ces enfants qui quittent pays et famille pour immigrer vers un monde incertain, qu'ils pensent et espèrent meilleur, sont en fait les meilleurs, la crème de leur culture, et ils méritent qu'on leur donne les moyens de réussir et de produire de la richesse pour eux et pour les pays.

Comme vous pouvez le voir, nous prenons très au sérieux notre rôle social et nous pensons sincèrement qu'un musée peut jouer un rôle de catalyseur, de cohésion sociale, de compréhension interculturelle et, en fin de compte, de créateur d'un sentiment d'appartenance collective.

Au-delà de notre mission sociale, notre devoir envers le patrimoine prime parce que le devoir principal d'un musée est celui de la pérennité, soit l'obligation de durer dans le temps, justement parce que les collections qui nous sont confiées par les donateurs le sont pour que nous les conservions pour les générations futures, autant dire pour l'éternité. Cela ne peut pas être pris à la légère et constitue le principe sur lequel nous devons juger toutes nos actions, surtout quand les temps sont difficiles sur le plan financier et que, pour plusieurs musées, on arrive à la croisée des chemins. Certains devront peut-être, à court terme, couper encore dans le personnel et certainement couper dans les services à la clientèle, au risque d'être encore moins compétitifs sur le dur marché des commandites et du mécénat, créant ainsi un cercle vicieux qui, à terme, verra peut-être la disparition des plus petits et des plus faibles.

• (1235)

Il est impératif que, dans cette lutte contre la montre, nous ayons la conviction que tous les gouvernements soient conscients des enjeux auxquels font face les plus petits d'entre nous et ajustent leur aide et leurs programmes afin de nous soutenir également.

Si je dis cela, c'est que je crois que si le 150^e anniversaire de la Confédération doit être une occasion de fêter et d'éblouir les foules et les touristes, il faut aussi que l'on pense à la permanence, à ce qui va rester et durer dans le temps lorsque les touristes seront partis et que les médias internationaux regarderont ailleurs. Trop souvent, les intérêts politiques électoralistes, qui exigent à tout prix une visibilité à court terme, prennent le pas sur la logique pérenne dans le choix des projets à soutenir. Si un feu d'artifice est excitant au possible — et je serai le premier à m'exclamer pour faire des oh et des ah —, il n'en demeure pas moins qu'après la fête, il serait malheureux que tous les petits n'en sortent pas grandis eux aussi.

J'ai toujours pensé que pour un Maurice Richard ou un Wayne Gretzky, il y avait des milliers de ti-culs qui jouent au hockey dans la ruelle et sur un étang gelé. Les quelques pierres qui composent le dessus de la pyramide, que celle-ci soit sociale, économique ou sportive, reposent essentiellement sur des milliers de pierres anonymes et invisibles qui forment courageusement la base. Votre devoir, à mon humble avis, est donc de penser non seulement à aider les grands joueurs des centres-villes et des villes centres à se démarquer pour éblouir nos visiteurs étrangers et les touristes, mais aussi à aider les petits joueurs locaux et excentriques à se développer, à durer et, dans certains cas, à se relever d'une beaucoup trop longue chute.

Dans le monde capitaliste dans lequel nous vivons, le progrès est la seule option, y compris pour les institutions. Pour qu'il y ait progrès, le gel et les moratoires ne sont pas des options. Certaines institutions culturelles liées au patrimoine, comme les musées, ne seront jamais des entreprises rentables financièrement et il faudra toujours qu'elles obtiennent le soutien des gouvernements et de la communauté puisque leur rentabilité se calcule en richesse patrimoniale et culturelle.

D'autre part, plusieurs entreprises culturelles à but lucratif obtiennent aussi le soutien — parfois très important — des gouvernements. Je ne veux pas vous dire de les abandonner, mais simplement et très humblement vous demander de ne pas nous oublier dans vos programmes.

Je vous remercie.

[Traduction]

Le président: Nous allons maintenant passer aux questions et réponses.

Nous commençons par M. Armstrong.

M. Scott Armstrong (Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, PCC): Merci, monsieur le président.

J'aimerais vous remercier tous les trois de votre exposé aujourd'hui. Comme je viens de la Nouvelle-Écosse — et ma circonscription est Amherst, alors je suis juste de l'autre côté de la frontière —, je vais commencer par vous, madame Baxter.

Vous avez parlé de la structure de votre musée. Je vais seulement vous poser quelques questions rapides à ce sujet avant de passer au 150^e anniversaire du Canada. Vous avez dit que vous êtes sous une école publique, n'est-ce pas?

Mme Judith Baxter: Oui, c'est bien cela. L'école a été construite par William Macdonald, dont le nom est associé au tabac, en 1904; elle a été la proie des flammes en 1908 et a été reconstruite par la collectivité à partir du premier étage. Elle est fréquentée par un peu moins de 350 élèves de la maternelle jusqu'à la 8^e année.

Alors, nous avons fait d'eux notre principal banc d'essai. Nous racontons notre histoire au musée selon ce groupe d'âge particulier. Nous leur expliquons ce que faisaient les enfants à la ferme. Nous leur parlons de ce que faisait le cordonnier, ce genre de choses.

Le musée porte le nom de John Fisher, tout simplement parce qu'il a déjà été membre de la collectivité et nous a donné, par l'entremise de la Fondation Macdonald Stewart, un seau plein d'argent pour démarrer. Alors, c'est pourquoi le musée est nommé en l'honneur de John Fisher.

• (1240)

M. Scott Armstrong: Votre musée est au rez-de-chaussée ou ailleurs? Vous êtes dans le sous-sol de l'école?

Mme Judith Baxter: Nous sommes au sous-sol. Vous devez descendre des marches, mais le musée n'est pas encore accessibles aux fauteuils roulants; c'est là une des choses que nous essayons de changer, mais nous n'y sommes pas encore parvenus. Nous ne sommes pas propriétaires de l'immeuble, et les étudiants ne peuvent pas utiliser l'espace, alors on laisse la collectivité l'utiliser.

M. Scott Armstrong: Le conseil scolaire perçoit-il un loyer ou vous laisse-t-il occuper les lieux gratuitement?

Mme Judith Baxter: Non, nous avons un bel arrangement. Notre loyer et notre chauffage sont gratuits — peut-être qu'il fait parfois trop chaud —, mais nous avons aussi l'électricité, ce qui est plutôt bien.

M. Scott Armstrong: Je dirais tout d'abord que c'est un excellent partenariat, à mon avis. Dans des secteurs où les effectifs scolaires baissent, particulièrement dans le Canada atlantique, beaucoup d'écoles ont de l'espace supplémentaire, et je crois que le fait de mettre...

Mme Judith Baxter: Il y a en Nouvelle-Écosse une école portant le nom de Macdonald Consolidated. Elle est située dans la vallée et sert de centre communautaire.

M. Scott Armstrong: Je crois que c'est un bon partenariat pour les écoles dont les effectifs baissent. Elles ont de l'espace supplémentaire, et le fait de le mettre ainsi à la disposition de la collectivité... Je suis certain que vous avez une entrée distincte, pour des raisons de sécurité.

Mme Judith Baxter: Oui.

M. Scott Armstrong: Quant au soutien éventuel du gouvernement fédéral pour le 150^e, quel genre d'occasions aimeriez-vous qu'on essaie de créer pour vous aider dans le cadre de notre collaboration en vue des célébrations du 150^e anniversaire du Canada?

Mme Judith Baxter: Voilà une question complexe. Nous avons pu obtenir des fonds fédéraux pour le millénaire, chose rare pour notre collectivité. Nous avons pu les combiner avec le financement touché de la Fondation Macdonald Stewart. Grâce à ce partenariat, nous avons pu effectuer de gros ouvrages sur notre bâtiment — qui date de 1810 — et nous avons pu renforcer sa structure.

Alors, pour certaines choses, nous avons pu créer des partenariats. En réalité, j'ignore comment cela pourrait fonctionner.

Nous présentons des demandes à des programmes visant les étudiants. Nous n'avons jamais assez d'étudiants. Nous formons nos jeunes. Nous apprenons à nos enfants à faire bouillir de l'eau, bonté divine — il n'y a plus d'économie familiale. Il n'y a plus de formation manuelle. Lorsque nous embauchons des jeunes, nous devons leur enseigner des choses assez fondamentales. À la fin de l'été, nous

pouvons les envoyer à l'université, et ils sont en mesure de faire bouillir de l'eau et de cuire un oeuf.

M. Scott Armstrong: Alors, c'est vraiment un partenariat efficace. Vous demandez du financement provincial et fédéral pour embaucher des étudiants pendant l'été.

Mme Judith Baxter: Oui, c'est ce que nous faisons.

M. Scott Armstrong: Recevez-vous du financement ou du soutien pour...? Ce sont tous des bénévoles, j'imagine.

Mme Judith Baxter: Oui, ce sont tous des bénévoles.

M. Scott Armstrong: Alors, durant l'été, vos bénévoles ont besoin d'un peu de repos, et les étudiants vous permettent de leur en offrir.

Mme Judith Baxter: Oui, mais il serait vraiment bien d'avoir une sorte de programme qui soutiendrait la gestion, même durant la saison morte. Les étudiants peuvent revenir de l'université plus tôt, et il nous est difficile d'obtenir ces étudiants pour 10 ou 12 semaines. Cela aiderait grandement les musées des collectivités rurales, le fait d'avoir à plus long terme...

Néanmoins, même si nous pouvions trouver une façon... Et je n'ai jamais réussi, alors je ne suis pas certaine que quelqu'un d'autre saura le faire pour moi; je fais cela depuis longtemps. Nous avons besoin d'une personne qui est constamment au musée, surtout pour la continuité et pour coordonner le travail de nos bénévoles. Le simple fait de téléphoner à tous ces gens est une grosse tâche.

M. Scott Armstrong: D'accord.

La prochaine question s'adresse à vous trois. Nous parlons de soutien fédéral et des partenariats que nous pouvons créer afin de ne pas oublier nos musées, en particulier nos petits musées. Vous avez tous mentionné cela. Le comité travaille. Nous allons soumettre nos conclusions au ministère. Il concevra un plan.

Je veux avoir une idée des délais. Pour que vous puissiez planifier et tenir de façon adéquate les événements pour le 150^e du Canada, à quel moment avez-vous besoin de connaître les types de programmes et mesures de soutien fédéraux ou provinciaux qui seront en place afin de pouvoir les utiliser de façon adéquate dans le cadre de votre planification? Quel échéancier répondrait à vos besoins?

Mme Judith Baxter: Nous pouvons le faire en un rien de temps. L'année dernière, c'était le 400^e anniversaire de Catons Island, événement qui aurait dû avoir été pris en charge par divers autres groupes; nous avons fini par intervenir et prendre les rênes, parce que la rivière passe sur notre territoire et que nous estimions que l'événement était trop gros pour qu'on le laisse passer. Nous avons fait cela en six mois. Plus de temps de préparation, certes, ferait notre bonheur.

• (1245)

M. Scott Armstrong: Plus il y en a, mieux c'est...

Mme Judith Baxter: Plus il y en a, mieux c'est.

M. Scott Armstrong: ... Mais si vous avez le temps d'accéder aux programmes et de présenter des demandes, vous pouvez utiliser les fonds éventuels lorsqu'ils arrivent.

Madame Fullerton, comment cela se passe-t-il de votre côté?

Mme Jane Fullerton: Nous sommes un musée provincial, alors, du point de vue de l'établissement de l'horaire, du point de vue de la recherche et développement, certes, une plus longue période nous aiderait vraiment à intégrer nos activités dans cette vue d'ensemble que vous cherchez à définir. Selon le programme — qu'il s'agisse d'un programme existant ou d'une variation sur un programme —, le type de fonds de contrepartie dont vous pourriez avoir besoin... L'un des programmes dont j'ai parlé ici, l'idée d'échanger des collections avec des musées d'ailleurs au Canada, cela n'existe pas actuellement à l'échelon fédéral. Il y a des programmes relatifs aux expositions itinérantes, mais ils sont plus complexes. Ce ne sont pas nécessairement des programmes auxquels un petit musée communautaire peut accéder, et nous serions prudents avant de présenter une demande, en raison des engagements exigés. Je crois qu'il pourrait y avoir des variations sur des programmes qui permettraient la tenue d'événements ponctuels adaptés à la taille du musée.

Mais je crois que, pour ce faire, il nous faudrait deux ou trois ans d'avance pour examiner ce genre de possibilités. Cette année, pour les activités liées à la guerre de 1812, nous sommes un peu pressés, et il serait bien d'avoir un peu plus de temps de planification pour nous assurer que nous procédons de façon efficace.

M. Scott Armstrong: Alors, selon vous, une période d'environ deux ans serait adéquate.

Mme Jane Fullerton: Deux ans ou un peu plus de deux ans, selon...

M. Scott Armstrong: Êtes-vous d'accord, monsieur Wilson?

M. Pierre Wilson: Oui, assurément. Une période de deux ou trois ans serait idéale. Pour préparer une exposition de ce genre, vous avez besoin de un an à un an et demi. Avant cela, vous devez avoir présenté une demande dans le cadre du programme, avoir obtenu la réponse — peu importe laquelle —, puis vous pouvez commencer le travail. Alors une période de deux ans serait préférable.

D'ailleurs, à Montréal, nous travaillons à la planification pour 2014, année qui sera consacrée aux Autochtones à Montréal. Nous travaillons, et nous assurons actuellement toute la planification à cette fin.

Le président: Merci, monsieur Armstrong.

Madame Boutin-Sweet.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet (Hochelaga, NPD): Monsieur le président, je vous remercie pour une dernière fois.

Je viens moi aussi du milieu muséal. J'y ai travaillé pendant au moins 19 ans. Je sais donc que ce n'est pas facile de joindre les deux bouts dans ce milieu.

Les musées sont importants pour célébrer le 150^e du Canada mais, comme vous l'avez tous dit, ils sont aussi importants parce qu'ils représentent la mémoire du pays. Monsieur Wilson, vous en avez dit beaucoup sur les musées. Il est donc important de préserver les musées en général et d'en assurer la survie à long terme.

Si on se fie à ce que M. Armstrong disait et à ce qu'on va dire, on est ici pour parler du 150^e anniversaire et aussi de la survie des musées en général.

Monsieur Wilson, tout d'abord, je vous félicite pour la reconnaissance que votre musée a acquise jusqu'à maintenant. Quand on ne travaille pas dans un musée, on pense aux expositions, parce que c'est ce qu'on voit. Cependant, il y a bien d'autres choses derrière tout cela. On peut lire sur votre site Web, par exemple, que vous êtes en train de faire construire une réserve muséale contenant

un centre d'expositions aux normes muséales et que vous avez eu de l'aide de la part du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec et de l'arrondissement Saint-Laurent, mais vous ne mentionnez pas le gouvernement fédéral. Ce dernier vous a-t-il remis des fonds pour cette fin?

M. Pierre Wilson: Non, malheureusement, mais ce n'est pas faute d'avoir demandé. C'est justement ce que je voulais dire. La base même de notre fonds de commerce — si je puis dire — est la collection.

[Traduction]

Le président: Excusez-moi, monsieur Wilson, il y a un rappel au Règlement.

Monsieur Calandra.

M. Paul Calandra (Oak Ridges—Markham, PCC): Nous sommes prêts à discuter du 150^e anniversaire du Canada, mais nous ne sommes pas prêts à aborder d'autres dossiers. Alors, s'il y a d'autres dossiers qui sont abordés, nous préférons que le député nous en informe au préalable pour que nous puissions avoir un échange utile avec le témoin. Si nous pouvions nous en tenir exclusivement au 150^e, j'en serais reconnaissant.

Le président: D'accord.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: On parle de la survie du musée, ce qui inclut les collections.

[Traduction]

M. Paul Calandra: Comme vous le savez, nous parlons du 150^e du Canada.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: D'autres participants ont pourtant abordé d'autres questions.

[Traduction]

M. Paul Calandra: Il a posé des questions; de toute évidence, vous ne vous y opposiez pas. Pour ma part, je m'oppose à ce qu'on parle d'autre chose. Je veux parler du 150^e anniversaire du Canada. C'est la raison pour laquelle nous sommes ici.

Le président: D'accord, poursuivons. Tenons nous-en au 150^e.

M. Paul Calandra: Je ne suis pas ici pour parler de programmes. Nous pourrions faire cela lorsque viendra le ministre.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Comment le gouvernement fédéral peut-il vous aider à survivre pour que vous puissiez produire des activités pour le 150^e anniversaire du Canada?

• (1250)

M. Pierre Wilson: Le 150^e anniversaire est très important, on en convient, mais d'ici là, il faudrait que certains musées de moins grande importance, et qui sont en difficulté, puissent aussi survivre. En d'autres termes, à quoi servira le 150^e anniversaire? On ne sera plus là nécessairement pour le fêter. Il faut donc aussi penser à en assurer la continuité. Je pense que votre rôle, en tant que députés qui devez vous concentrer sur le 150^e anniversaire, est de vous assurer que ce dernier n'est pas seulement une fête pour une journée ou une année. Il faudrait que tout cela se prépare et continue dans le temps.

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Vous avez déclaré que vous avez fait de la recherche de revenus autonomes pour le musée, mais vous avez aussi mentionné qu'il y avait des limites à cela. Pourriez-vous nous en dire davantage, s'il vous plaît?

M. Pierre Wilson: On fait cela depuis des années. De 2002 à 2008, les musées privés du Québec ont augmenté de 171 p. 100 leurs revenus autonomes au chapitre des commandites et du mécénat. Bien sûr, le problème est que tout le monde dans le milieu de la culture est à la recherche de mécénat. Je ne pense pas que la société soit capable d'en produire autant. À un moment donné, les sources vont se tarir. Cela devient de plus en plus difficile.

À mon avis, les gouvernements devraient aussi indexer leur aide. On ne demande pas de les augmenter complètement mais on demande au moins de suivre l'inflation, parce que nous sommes obligés de le faire.

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Au moins deux des musées qui sont représentés ici sont des petits musées. Je pense que le Musée du Nouveau-Brunswick est un peu plus gros que les deux autres, mais les petits musées ne vivent pas exactement la même situation que les plus grands musées. Quelqu'un a mentionné — je ne me souviens plus où — qu'il faudrait peut-être adapter l'aide aux petits musées. De quelle sorte d'adaptation parle-t-on ici? Par exemple, Mme Baxter a parlé de l'obtention de subventions, ce qui est plus difficile quand on a seulement des bénévoles. Que pourrait-on adapter pour aider les plus petits musées?

[Traduction]

Mme Judith Baxter: On ne peut pas embaucher ni congédier des bénévoles, alors tout dépend de la qualité des bénévoles dont on dispose au moment où on présente les demandes.

On pourrait grandement simplifier les formulaires de demandes. Ce sont des documents assez détaillés, et les gens laissent tomber parce qu'ils ne veulent pas s'en occuper. Une personne évoluant dans le domaine pourrait peut-être concevoir un formulaire plus simple.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Si vous voulez proposer un programme pour le 150^e anniversaire du Canada, les documents, dans ce cas-là également, pourraient être simplifiés. Est-ce ce que vous me dites?

[Traduction]

Mme Judith Baxter: Oui. C'est assurément ce que je dirais, surtout dans le cas des petits musées ou des organismes gérés par des bénévoles. Les établissements en région rurale n'ont habituellement pas accès à des avocats qui peuvent lire ces choses et les mettre sur la bonne voie, alors un formulaire plus simple serait une très bonne chose.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Y a-t-il quelqu'un d'autre qui voudrait ajouter quelque chose à cet égard?

[Traduction]

Mme Jane Fullerton: J'ajouterais que les petits musées communautaires — et je ferais valoir ici que le Musée du Nouveau-Brunswick est le grand frère des musées communautaires dans la province, alors nous travaillons beaucoup avec les musées communautaires — sont assez souvent limités dans leur capacité d'accéder à certains programmes fédéraux relatifs au patrimoine parce qu'ils n'ont pas d'employés rémunérés. Cela limite aussi ce qu'ils peuvent faire à d'autres égards.

Je crois que, dans le cadre des célébrations du 150^e, il serait vraiment important de songer à mettre sur pied des programmes qui permettraient aux musées de présenter une demande, qu'ils aient un employé à temps plein ou non, et à élaborer des formulaires plus simples. Il importe de s'assurer que la nature de l'effectif n'a pas d'incidence et qu'on peut toujours accéder à l'argent, même si c'est un bénévole qui fait le travail.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Merci.

[Traduction]

Le président: Monsieur Trudeau.

M. Justin Trudeau: Merci beaucoup, monsieur le président.

Nous avons entre autres entendu parler, au cours de la dernière heure, de l'importance des jeunes dans le cadre des célébrations du 150^e anniversaire du Canada. Je sais que vous avez soulevé la question des jeunes, Judith, mais les autres en ont parlé aussi, et il y a des préoccupations liées au vieillissement de la main-d'oeuvre bénévole.

Lorsque nous parlons des musées en particulier, il est parfois difficile de susciter l'intérêt des jeunes ou de stimuler leur curiosité au sujet de notre histoire. Quels genres de choses le gouvernement fédéral pourrait-il faire à votre avis pour encourager les jeunes à nouer des liens avec les musées dans le cadre du 150^e du Canada?

• (1255)

Mme Judith Baxter: J'ai vraiment aimé le témoignage de la représentante de la commission du tourisme, qui, selon moi, avait une excellente idée.

Je relancerais Katimavik. J'ai une certaine expérience de Katimavik sur le terrain. Il s'agit d'un programme fantastique et d'une très bonne idée.

Le seul problème du programme Katimavik, c'est qu'on prenait des jeunes de partout au pays et qu'on les catapultait dans des collectivités qui n'étaient pas prêtes à les recevoir. Nous pouvions rédiger une superbe demande et dire que nous voulions que six granges soient peintes dans notre collectivité, mais les jeunes ne voulaient pas peindre des granges. Une collectivité comme la nôtre avait de la difficulté à réellement tirer avantage de ce programme.

Toutefois, certains programmes permettant aux jeunes de voir du pays sont très bien. Le programme Terry Fox fonctionne à merveille actuellement. Il permet de rassembler des jeunes de partout au pays et de leur transmettre une expérience d'Ottawa et des connaissances au sujet des rouages du gouvernement.

Je crois que les médias sociaux sont certainement un atout majeur pour intéresser les jeunes, peu importe l'activité. J'aime vraiment notre petite idée d'appliquer le concept des six degrés de séparation aux Pères de la Confédération. Je suis certaine que tous les Terre-Neuviens adoreraient cela; ils ont tous une histoire au sujet de Joey. Je suis certaine que nous pourrions mettre l'histoire à l'avant-plan.

Justin, avec cette chevelure, vous n'avez qu'à vous coiffer d'un haut de forme pour jouer le rôle.

Des voix: Oh, oh!

M. Justin Trudeau: Merci, Judith.

Y a-t-il d'autres commentaires sur la participation des jeunes?

Mme Jane Fullerton: J'aimerais certainement insister sur les possibilités technologiques. Dans les musées, lorsque les jeunes atteignent la 7^e et la 8^e années, assurément, il est difficile de garder leur attention. Ils sont très enthousiastes lorsqu'ils sont plus jeunes.

Je crois qu'il y a des possibilités sur le plan de la technologie et de la création de liens avec d'autres régions du Canada pour vivre de nouvelles expériences. Il y a un programme appelé Students on Ice qui permet aux jeunes de créer des liens. Nous avons eu des classes d'élèves qui sont venus au Musée du Nouveau-Brunswick et ont parlé à des enfants et à des familles des Territoires du Nord-Ouest. C'est vraiment fort: ils acquièrent des connaissances directement de leurs pairs au sujet de la vie dans d'autres régions du Canada. Cela fait en sorte qu'ils reviennent et passent du temps au musée et regardent notre matériel provenant de l'Arctique.

Il est possible de faire cela grâce à la technologie. Toutefois, cela peut présenter quelques obstacles au chapitre du coût et de la capacité de gestion. Mais, avec du soutien, je crois qu'il y a des façons d'attirer les jeunes — surtout dans la période critique qui commence vers 13 ans et va jusqu'à 18 ou 19 ans —, de susciter leur intérêt et de les inciter à vouloir continuer. C'est vraiment important. Ils doivent jouer un grand rôle dans le cadre des célébrations du 150^e.

J'ai aussi des souvenirs de 1967. Nous voulons que tout le monde ait ces souvenirs et que les gens s'intéressent à ce qu'ils vont voir dans les musées et partout ailleurs au Canada. Je crois que la technologie jouera un grand rôle à ce chapitre.

[Français]

M. Justin Trudeau: Monsieur Wilson, pouvez-vous nous parler de la jeunesse et des maîtres artisans?

M. Pierre Wilson: Il y a un projet qui en est au stade embryonnaire et qu'on est en train de développer. Il consiste à rendre accessibles nos programmes aux groupes scolaires par l'entremise d'Internet. Il s'agit de faire des visites en temps réel, mais à distance.

L'idée générale est de prendre les histoires qu'on a à raconter à l'intérieur de notre musée et de les transmettre via Internet dans des écoles partout au Canada. On a eu cette idée car les autobus scolaires

pour amener les jeunes au musée coûtent cher. Il y a une limite d'environ 20 kilomètres et ils ne viennent pas s'ils sont plus loin que cette distance. On s'est dit que ce serait un bon moyen de rejoindre les gens au Québec et, pourquoi pas, ceux de Terre-Neuve et de Vancouver. Finalement, on veut conquérir le monde.

Avec la technologie d'aujourd'hui, il faut de l'argent pour le développement de ce projet. Dans le contexte du 150^e anniversaire, des projets pourraient être développés rapidement pour qu'en 2017 on soit plusieurs à avoir ces programmes. Le musée du Nouveau-Brunswick pourrait également venir présenter des expositions aux écoliers de Montréal et de Vancouver.

Ce projet en est vraiment au stade embryonnaire. Je n'ai fait qu'un *one-pager* là-dessus. J'essaie d'inciter la Société des arts technologiques à Montréal — la SAT — à nous aider techniquement, car on n'a pas les moyens de le faire. C'est un projet qui pourrait être démarré rapidement.

• (1300)

M. Justin Trudeau: Effectivement, et ce serait un réseau. Ce ne serait pas juste vous, mais tout le monde.

M. Pierre Wilson: L'idée est de le développer pour tout le monde. Je n'ai pas d'argent à faire avec cela.

[Traduction]

M. Justin Trudeau: Si vous permettez que je rectifie les faits sur Katimavik, pour le compte rendu; il ne s'agit pas en aucun cas de peindre des granges. Il est question...

Est-ce que quelqu'un d'entre vous a accueilli des bénévoles de Katimavik dans vos musées respectifs par le passé?

Jane.

Mme Jane Fullerton: Par le passé, nous en avons certainement accueilli, au Nouveau-Brunswick et en Alberta, où j'ai travaillé pendant un certain temps. Selon la personne et ce qu'elle cherche à retirer de l'expérience, il y a certainement de merveilleuses possibilités d'apprentissage là aussi.

Le président: Merci, monsieur Trudeau.

Merci aux témoins pour leurs suggestions et leurs conseils. Le comité a certainement hâte de rédiger son rapport et de formuler des recommandations à l'intention du gouvernement sur ce dossier.

Un autre comité attend pour s'installer, alors je vous prierais tous de bien vouloir quitter la salle promptement.

La séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5*

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>